

PROGRAMME DEPARTEMENTAL

DE PREVENTION DES USAGES DE DROGUES

EN ILLE - ET - VILAINE

2005 - 2008

AVRIL 2005

Sommaire

	Pages
Préambule	3
I - Le contexte local	4
1 - La situation en Ile-et-Vilaine	4
2 - Les programmes existants	5
II - Le bilan du programme départemental 2000 - 2003/4	7
1 - Les actions réalisées	7
2 - L'évaluation du programme	9
3 - Les besoins et attentes des acteurs locaux	10
III - Le programme départemental 2005-2008	12
1 - Les modalités d'élaboration	12
2 - Les objectifs généraux	13
3 - Les objectifs opérationnels	13
IV - Les fiches-actions du programme	28
V - Les tableaux de bord de suivi	98
Annexe : Glossaire	103

PREAMBULE

"La consommation d'alcool, de tabac ou de drogues illicites, est un phénomène qui touche - directement ou indirectement- l'ensemble de la population française.

En effet, aux dommages sanitaires, à la désinsertion de l'usager que risquent d'entraîner certaines consommations, s'ajoutent des dommages pour autrui et pour la collectivité (accidents, violence, délinquance).

Les conséquences de cette consommation en font donc un problème majeur tant de santé publique que de sécurité".

(Plan Gouvernemental "MILDT" 2004-2008)

La Bretagne, et donc l'Ille-et-Vilaine, sont particulièrement concernées par ce sujet qui est désormais l'une des priorités du Projet d'Action Stratégique de l'Etat en Région (PASER).

Un premier programme départemental de prévention des consommations nocives et des dépendances en Ille-et-Vilaine a été élaboré en 2000 et diffusé en avril 2001.

L'évolution du contexte national (sortie en juillet 2004 du nouveau plan gouvernemental de lutte contre les drogues illicites, le tabac et l'alcool - 2004-2008 et en août 2004 de la loi relative à la politique de santé publique), et du contexte local, a justifié l'élaboration d'un second programme départemental pour la période 2005-2008.

Ce nouveau programme s'inscrit dans la continuité du précédent, en prenant en compte les avancées obtenues et les insuffisances repérées.

Après une présentation du contexte local (I) et du bilan du programme 2000-2003-4 (II), sont développés ci-après les objectifs retenus (III) et les actions proposées sur le département (IV). Un tableau de bord (V) permettra de suivre régulièrement l'état d'avancement du programme.

Le programme a été validé par le comité départemental de lutte contre les drogues et de prévention des dépendances dans sa séance du 20 avril 2005. Sa mise en œuvre sera suivie régulièrement et adaptée si nécessaire dans le cadre de cette instance.

Ce nouveau programme, élaboré collectivement par de nombreux partenaires, se veut un cadre de référence pour les acteurs locaux, les décideurs et financeurs.

I - Le contexte local

1 - La situation en Ile-et-Vilaine

Le département d'Ile-et-Vilaine est un département **en pleine croissance démographique** :

867 000 habitants au recensement de 1999

890 000 habitants au 01 janvier 2002

1 000 000 habitants prévus en 2014.

C'est un **département jeune** avec une proportion de moins de 20 ans supérieure à la moyenne nationale (26,2% versus 25,3%). La ville de Rennes compte une population étudiante importante, voisine de 60 000.

La **situation économique** est plutôt favorable avec un taux de chômage de 6,9% en 2002 (9% en moyenne nationale).

La **vocation touristique** du département au sein de la Bretagne, 2^{ème} région française à cet égard, est à souligner. De nombreux festivals occasionnent un afflux de jeunes, dont les plus célèbres sont les tombées de la nuit en juillet, et les transmuseales en décembre à Rennes, quai des bulles à Saint Malo ou la route du rock à Saint Père-Marc-en-Poulet.

Les principaux problèmes de santé publique repérés au niveau régional sont d'une part les conduites suicidaires, d'autre part la consommation excessive d'alcool.

Ces deux thèmes ont donné lieu à une forte mobilisation régionale qui s'est traduite par l'élaboration de programmes spécifiques depuis une dizaine d'années.

En 2001, l'observatoire régional de la santé a réalisé **une enquête sur la santé des jeunes bretons en milieu scolaire** (4^{ème} à Terminale). 2106 élèves ont été concernés par cette étude dont les résultats ont été comparés chaque fois que possible à d'autres enquêtes nationales.

Concernant les consommations de produits, il en ressort les éléments suivants :

- la proportion de fumeurs quotidiens est plus importante en Bretagne ; l'expérimentation est précoce, 12, 9 ans ; un adolescent sur 3 fume tous les jours ;
- l'alcoolisation des jeunes bretons reste supérieure à celle relevée au niveau national ; un jeune sur 4 a connu une ivresse au cours des 30 derniers jours, et un sur deux chez les 18 ans et plus ;
- l'expérimentation et la consommation de cannabis ont progressé en Bretagne et plus particulièrement dans les lycées. Elles se situent à des niveaux supérieurs à la moyenne nationale.

Ces données sont confirmées par les enquêtes ESCAPAD, réalisées lors de la journée de préparation à la défense auprès des jeunes de 17-18 ans. Dans l'enquête 2001, 21% des garçons et 9 % des filles en Bretagne déclarent un usage régulier de cannabis, contre 17% et 6% dans les autres régions en moyenne. Concernant le tabac, on relève 47% d'usages quotidiens chez les garçons et les filles, le pourcentage des autres régions étant de 40% chez les garçons et 39% chez les filles. 76% des garçons et 64% des filles ont connu au moins une ivresse, versus 63% et 49% pour la moyenne des autres régions.

Les résultats, provisoires à ce jour, de la dernière enquête ESCAPAD 2004, situent la Bretagne au 2^{ème} rang des régions françaises pour l'usage régulier du cannabis, au 1^{er} rang pour l'usage régulier du tabac, et l'ivresse alcoolique régulière. Elle est dans la moyenne nationale pour ce qui concerne la consommation de médicaments psychotropes.

Face à cette situation, de nombreuses institutions et associations se sont mobilisées pour développer des actions de prévention. Le département se caractérise à cet égard par un dynamisme certain depuis plusieurs années.

2 - Les programmes existants

Ce second programme départemental de prévention des usages de drogues en Ille-et-Vilaine s'inscrit dans un nouveau contexte et doit s'articuler avec différents dispositifs nationaux et régionaux.

Le plan gouvernemental de lutte contre les drogues illicites, le tabac et l'alcool 2004-2008

Ce plan, sorti en juillet 2004, définit les objectifs et les stratégies de l'action gouvernementale dans ce domaine. Il rappelle la nécessité d'utiliser *tous les leviers de l'action publique (application de l'éventail législatif, information et prévention, système de soins, coopération internationale)* et de mobiliser *l'ensemble des acteurs sociaux qui chacun, ont un rôle à jouer pour améliorer la réponse de la société aux risques liés à l'usage et à l'abus des usages.*

Il accorde une place majeure à la prévention, notamment en direction des adolescents et des jeunes pour empêcher ou retarder l'expérimentation des différentes substances, sans oublier la réduction de l'offre et la réduction de la demande.

La loi du 09 août 2004 relative à la politique de santé publique prévoit que dans chaque région soit élaboré sous l'autorité du Préfet, un plan régional de santé publique (PRSP).

Pour la région Bretagne, une version provisoire a été validée fin 2004. Elle acte dans ses conclusions que les partenaires proposent de concentrer l'effort sur les déterminants dont alcool et tabac et sur les populations jeunes et celles en situation précaire ou fragiles.

La version définitive, en cours d'élaboration, précisera les modalités de mise en œuvre des objectifs prioritaires.

Le plan régional de santé publique devra également décliner le plan national de lutte pour limiter l'impact sur la santé de la violence, des comportements à risque et des conduites addictives.

Le projet d'action stratégique de l'Etat en Région Bretagne (PASER) pour la période 2004-2006 retient 19 actions prioritaires interministérielles parmi lesquelles "Prévenir les dépendances chez les jeunes". A partir de l'analyse du mal-être chez les jeunes, l'Etat élabore en 2005 un plan d'action régional de prévention, harmonisant les pratiques départementales, celles des différents services, et les politiques de répression.

II - Le bilan du programme départemental 2000-2003/4

1 - Les actions réalisées

6 objectifs opérationnels avaient été retenus lors de l'élaboration de ce programme :

- aider les professionnels à améliorer leur action auprès des jeunes
- aider les parents dans leur action éducative
- développer les actions d'animation collectives auprès des jeunes
- inciter chaque établissement public local d'enseignement à inscrire dans son projet la prévention des toxicomanies et conduites à risques
- gérer les consommations à risques
- renforcer le dispositif de prise en charge des consommateurs abusifs

Ces objectifs ont été déclinés en un programme de 33 actions réalisées en totalité ou en grande partie pour 32 d'entre elles. D'autres actions répondant aux mêmes objectifs sont venues s'ajouter au programme.

Parmi les principales réalisations de ces dernières années, on peut retenir :

✓ pour l'aide aux professionnels

→ la création du CIRDD (Centre d'Information et de Ressources sur les Drogues et les Dépendances) en avril 2000.

Le CIRDD est à la disposition des élus, des professionnels, des bénévoles...Il est chargé de :

- recenser et coordonner l'information et la documentation
- observer la situation locale
- assurer un conseil individualisé, une aide à la réalisation de projets de prévention
- animer la mise en place de réseaux locaux.

→ la création d'outils :

- des mallettes pédagogiques pour les établissements scolaires (2001)
- un répertoire des outils de prévention disponibles (2001)
- un guide de la prévention des toxicomanies en Ille-et-Vilaine (avril 1999)
- un guide pratique de la prévention des usages de drogues en Ille-et-Vilaine (octobre 2004).

→ l'organisation de colloques :

- "drogues et dépendances" : quelle prévention aujourd'hui ? " en novembre 2000
- "drogues et dépendances" : actions, méthodes, outils " en avril 2003.

→ l'organisation de formations :

- des séminaires pluri-professionnels délocalisés sur un territoire géographique de proximité: " La prévention des usages de drogues : quelle approche commune sur un même territoire ?".

10 séminaires concernant 155 personnes ont eu lieu (à Saint Malo, Dinard, Dol de Bretagne, Liffré, Châteaugiron, Montfort sur Meu, Tinténiac, Châteaubourg, Thorigné-Fouillard).

Plusieurs élus locaux y ont participé. D'autres séminaires sont en préparation. Les séminaires doivent permettre aux acteurs locaux de partager une culture commune et de développer un véritable partenariat.

- des formations spécifiques pour un public précis : les travailleurs sociaux auprès des bénéficiaires du RMI, les animateurs de centres de vacances et de loisirs, les personnels des services d'urgence hospitaliers...

✓ pour l'aide aux parents

- le développement d'actions d'information et de sensibilisation auprès de groupes de parents
- la création d'un point accueil parents par l'UDAF et le CSST en janvier 2002.

✓ pour le développement des actions d'animation collectives auprès des jeunes

- les bourses santé jeunes gérées par le Centre Régional d'Information Jeunesse pour la mise en place de projets sur la prévention des usages de drogues par les jeunes eux-mêmes.

Depuis 2001, 34 projets ayant impliqué 144 jeunes ont été financés.

- les quartiers d'été à Rennes qui depuis plusieurs années intègrent des actions santé.
- la mise en place du SAS, point écoute jeunes à Rennes dans les locaux du C.R.I.J (572 jeunes accueillis en 2004 pour parler des usages de drogues).

✓ pour les actions en milieu scolaire

- 80% des établissements scolaires mettent en place des actions de prévention, de nature très diverse, généralement en partenariat avec des associations spécialisées (année 2003-2004).
- parallèlement des programmes dans la durée se mettent en place sous l'égide du CODES (couleurs santé) ou de l'ANPAA 35 (accompagnement des communautés éducatives).
- un outil de prévention des conduites à risques à l'école élémentaire est en cours d'expérimentation.

✓ pour la réduction des risques

- les actions de prévention lors d'évènements festifs à travers un collectif d'associations "l'Orange Bleue" (intervention dans 25 manifestations en 2003 ; 24 en 2004 dont 11 en Ille-et-Vilaine ; 8000 jeunes d'Ille-et-Vilaine ont pu ainsi avoir un contact avec un acteur de prévention).

- les programmes d'échanges de seringues (Interm'aides et les échangeurs automatiques)
 - la convention santé - justice signée en mars 2000 prévoyant des prises en charge alternatives aux poursuites pour les CEA, des actions d'éducation pour la santé en milieu carcéral.
- ✓ pour le renforcement du dispositif de prise en charge des consommateurs abusifs
- le développement des consultations de sevrage tabagique (au CHU, à la Clinique Saint Laurent, aux CH de Saint Malo et de Vitré) : plus de 1500 personnes suivies chaque année.
 - le renforcement des moyens des 5 C.C.A.A existants à Rennes, Saint Malo, Vitré, Fougères et Redon (2426 personnes suivies en 2004).

2 - L'évaluation du programme

Au printemps 2003, une enquête a été mise en place auprès des décideurs et acteurs locaux pour dresser le bilan de ce premier programme départemental et en tirer des orientations pour le prochain. Il s'agissait d'évaluer la connaissance du programme et de son contenu par les acteurs locaux, leur implication dans le programme, l'impact de celui-ci sur les pratiques, les difficultés rencontrées, les attentes quant au futur programme.

273 personnes ont répondu au questionnaire qui leur avait été adressé :

- 96 représentants de collectivités locales
- 67 représentants d'associations
- 89 représentants de services de l'Etat (dont 56 du milieu scolaire)
- 21 divers.

L'enquête a été complétée par 15 entretiens semi-directifs auprès de partenaires-clés.

Les points principaux qui ressortent de l'évaluation sont les suivants :

- un programme peu connu en tant que tel (par 43% des répondants) mais dont les actions le sont davantage (80% des répondants connaissent une ou plusieurs actions du programme) ; le lien n'est pas fait sur le terrain entre actions et programme ;
- une large adhésion aux principes et approches promus par le programme ;
- une implication certaine dans les actions de prévention :
 - 44% des personnes répondantes ont mené une ou plusieurs actions spécifiques de prévention des usages de drogues au cours des trois dernières années ;
- des difficultés persistantes rencontrées par les acteurs de terrain, avec en premier lieu l'insuffisance de connaissances (du thème, des méthodes d'intervention, des ressources disponibles, des actions existantes...) ;
- des difficultés d'articulation avec les autres dispositifs (PRS, PRAPS, politique de la ville...).

Si le programme n'a pas été un outil de référence pour les acteurs de terrain, il a par contre représenté un cadre d'actions et un outil de financement pour les institutions.

3 - Les besoins et attentes des acteurs locaux

Les besoins et attentes des acteurs locaux sont exprimés à travers les questionnaires évoqués ci-dessus et diverses rencontres :

- privilégier une démarche plus participative pour l'élaboration du nouveau programme départemental et communiquer autour de son contenu ;
- prioriser les actions auprès des jeunes, et ceci dès l'école primaire ; faire la liaison entre le premier et le second degré ; développer les échanges, les débats, les interventions participatives ;
- renforcer le soutien aux parents : les informer, leur permettre de se positionner clairement et de renouer si nécessaire le dialogue avec leurs enfants ;
- développer les lieux d'accueil et d'écoute pour les jeunes ;
- développer les actions de formation auprès des professionnels (sur les produits, les méthodes, les outils, les ressources disponibles...) et les échanges de pratiques ; augmenter le nombre de personnes ressources disponibles ;
- privilégier les actions dans la durée plutôt que les interventions ponctuelles ; renforcer la cohérence des interventions et leur coordination.

Par ailleurs, un questionnaire portant sur les priorités départementales a été proposé à des participants aux ateliers préparatoires à l'élaboration du programme en novembre 2004 (voir plus loin). 79 professionnels de terrain y ont répondu. Les principaux résultats sont les suivants :

- les consommations les plus préoccupantes dans le département sont très largement en tête l'alcool et le cannabis ; les autres produits, y compris le tabac, sont peu cités ;
- les formes de consommation qui inquiètent le plus sont d'abord la consommation par des adolescents de plus en plus jeunes, puis la banalisation de la consommation de cannabis et le développement des poly-consommations ;
- l'effort de prévention doit porter d'abord sur les enfants et préadolescents, puis sur les adolescents et jeunes adultes, ainsi que sur les parents ;

- les personnes qui apparaissent les plus compétentes en matière de prévention des drogues et des dépendances auprès des jeunes sont dans l'ordre :
 - le personnel des structures spécialisées en santé publique
 - le personnel médical ou paramédical
 - le personnel enseignant
 - les parents ;
 par contre les mieux placées sont dans un ordre différent :
 - le personnel enseignant
 - les parents
 - le personnel des structures spécialisées en santé publique
 - le personnel médical ou paramédical ;

- les besoins prioritaires dans le département sont en premier lieu, plus de personnel disponible, puis à égalité plus d'outils et de méthodes et des financements à plus long terme ;

- ce qui devrait être prioritairement développé dans le nouveau programme départemental (par ordre de fréquence de citation)
 - les actions communes à plusieurs structures
 - les actions de prévention en milieu scolaire
 - les actions en direction des parents
 - les actions de prévention autour des temps péri et extra scolaires
 - la formation continue dans les services

L'ensemble de ces résultats, préoccupations, besoins, attentes, rejoignent très largement les orientations du nouveau plan gouvernemental.

III - Le Programme Départemental 2005 - 2008

1 - Les modalités d'élaboration

L'élaboration du nouveau programme s'est appuyée

- sur le bilan du programme précédent, les avancées obtenues, les difficultés persistantes ;
- sur le nouveau plan gouvernemental de lutte contre les drogues illicites, le tabac et l'alcool 2004-2008 publié en juillet 2004. Ce plan accorde une place majeure à la prévention, notamment en direction des adolescents et jeunes adultes.

Tout au long de cette élaboration, la volonté a été d'associer le plus largement possible les différentes instances départementales et les acteurs locaux, ceci afin que leurs besoins et attentes soient effectivement pris en compte, et qu'ils s'approprient largement les objectifs retenus.

C'est ainsi qu'au cours du mois de novembre 2004, 9 ateliers de réflexion ont été réunis sur 7 thèmes différents, retenus par le comité départemental de prévention des toxicomanies :

- l'aide aux professionnels
- le soutien aux parents
- la prévention en milieu scolaire et étudiant
- les conduites dopantes
- la prévention en milieu du travail
- la réduction des risques
- l'articulation santé-justice.

Sur chacun de ces thèmes, un travail préalable mené conjointement par le chef de projet départemental et le CIRDD a permis de recenser les orientations gouvernementales, ce qui était fait dans le département, les difficultés ressenties sur le terrain, et les questions à résoudre.

A partir de là, dans chaque atelier, les participants ont tenté collectivement de proposer des objectifs prioritaires et des actions nouvelles pour y répondre.

Au total, 129 personnes ont participé à 1 ou plusieurs ateliers (161 participations) : élus, professionnels de santé, personnel enseignant et éducatif, travailleurs sociaux, professionnels de l'insertion, magistrats, policiers, gendarmes...

Une réunion de synthèse de l'ensemble des ateliers a eu lieu le 11 janvier 2005 pour fixer les orientations du programme 2005-2008. 82 personnes y ont participé.

2 - Les objectifs généraux

Les objectifs du programme précédant qui rejoignent ceux de la MILDT, sont réaffirmés :

→ Réduire l'usage de drogues (tabac, alcool, médicaments psycho-actifs, produits dopants, stupéfiants) :

- décourager l'initialisation des consommations ;
- repousser l'âge des premières consommations ; l'initiation et la consommation précoces constituent le meilleur prédicteur d'abus et/ou de dépendance à l'âge adulte ;
- encourager et aider l'arrêt.

→ Réduire les dommages :

- prévenir l'usage nocif et le prendre en charge ; développer les capacités de l'individu à consommer à moindre risque ;
- diminuer les conséquences sanitaires et sociales des consommations ;
- éviter l'évolution vers la dépendance par une prise en charge sanitaire et sociale des consommateurs abusifs.

→ Réduire l'offre.

Les publics ciblés prioritairement sont bien sûr les jeunes, qu'ils soient ou non consommateurs, mais aussi leurs parents et l'ensemble des adultes qui les entourent.

3 - Les objectifs opérationnels

6 objectifs opérationnels, reprenant largement ceux du plan gouvernemental, ont été retenus :

- Prévenir et responsabiliser
- Informer, expliquer, convaincre
- Améliorer la réponse du système de soins
- Rétablir la portée de la loi
- Améliorer le dispositif d'observation
- Renforcer la coordination au niveau local

Pour chacun de ces objectifs opérationnels, des actions concrètes, assorties d'indicateurs d'évaluation, sont d'ores et déjà proposées. Elles seront complétées, en tant que de besoin, pendant toute la durée du programme, par d'autres actions répondant aux mêmes objectifs.

Des fiches-actions sont élaborées pour la plupart des actions notamment celles qui nécessitent un financement spécifique.

3-1 : Prévenir et responsabiliser

Il s'agit :

- d'accroître les actions concrètes de prévention en mettant l'accent sur les acteurs et les institutions au contact des jeunes,
- de démultiplier la formation et les échanges au niveau des personnes au contact des jeunes,

en recherchant la qualité et la continuité des actions, le partage par les acteurs départementaux d'une culture commune et des mêmes lignes stratégiques. A cet effet, le guide pratique de prévention des usages de drogues en Ile-et-Vilaine servira de référence.

L'ECOLE

Dans le plan gouvernemental 2004-2008, on relève cet objectif clairement affiché :

"Une urgence : créer à l'école une prévention précoce, intense et à tous les niveaux de scolarité".

Face aux enjeux sociétaux actuels en termes de santé et de sécurité de la consommation de produits licites et illicites particulièrement préoccupants en Bretagne, l'institution scolaire en Ile-et-Vilaine se fixe pour objectif général de *"créer tout au long de la scolarité les conditions d'une prévention adaptée par l'éducation à la maîtrise de la santé et à l'accès au statut de citoyen, par l'accompagnement des élèves consommateurs de substances psycho-actives et par le respect des lois et règlements en vigueur"*.

Pour ce faire, l'inspection académique d'Ile-et-Vilaine a retenu 5 axes stratégiques :

- redynamiser les CESC en les recentrant sur leur finalité réglementaire pour que chaque établissement public local d'enseignement inscrive dans l'axe responsabilisation de son projet un programme d'actions de prévention des dépendances et de lutte contre la drogue ;
- clarifier pour tous l'importance de la référence à la loi dans la prévention pour que les élèves en perçoivent la dimension structurante et le fait qu'elle les protège ;

- développer une dynamique de prévention précoce des conduites à risques, dès le premier degré ;
- poursuivre les partenariats existants et développer le travail en réseau ;
- organiser l'aide individualisée aux élèves par les médecins, infirmiers et assistants sociaux scolaires.

Les modalités de mise en œuvre de ces axes stratégiques figurent plus loin dans une fiche action particulière.

Fiche 1

Parallèlement, la direction diocésaine de l'enseignement catholique s'organise pour mieux prendre en compte les questions de prévention dans ses établissements.

C'est ainsi que sont désignés :

- 1 référent santé par établissement
- et 1 référent santé à l'échelle de chacun des 7 pays du département, chargé d'impulser une dynamique locale et de faire le lien avec les instances départementales.

Plusieurs structures ressources interviennent régulièrement en milieu scolaire, à la demande, sur la prévention des consommations de drogues ; parmi les principales on peut citer: l'ANPAA 35, l'AATPF, la BPDJ, le CODES, le Département des conduites addictives, Liberté Couleurs,....

Fiches 2, 3 et 4

Ces associations se rencontrent régulièrement au sein d'un groupe départemental de prévention en vue de favoriser la coordination et la cohérence de leurs interventions. De leur collaboration est né "*le guide pratique de la prévention des usages de drogues en Ille-et-Vilaine*" diffusé en octobre 2004. Ce guide précise notamment quelles sont les structures ressources existantes localement, et leurs modalités d'intervention.

A terme, l'objectif est d'élaborer un programme commun pluriannuel d'interventions en milieu scolaire permettant de toucher l'ensemble des élèves du département.

Des programmes spécifiques nouveaux s'organisent dans le cadre de ce nouveau plan :

- la prévention des conduites à risques à l'école élémentaire à partir d'un jeu pédagogique "7 à toi". Il s'agit de développer les ressources et compétences des enfants de 9 à 11ans pour les aider à gérer eux-mêmes leurs peurs, angoisses, conflits (sans avoir recours dans l'avenir à l'usage de substances psycho-actives)

Fiche 5

- l'accompagnement des équipes éducatives en milieu scolaire : accompagnement personnalisé, dans la durée, en vue d'impulser une dynamique de mise en place d'une démarche de prévention des conduites à risques au sein de communautés éducatives (collèges et lycées) Fiche 6
- information des jeunes inscrits en maisons familiales rurales sur les conduites à risques Fiche 7
- les lycées sans tabac : développement d'un réseau d'établissements "Vers un lycée sans tabac" Fiche 8
- prévention de la consommation du tabac : ateliers interactifs avec des jeunes de collèges et lycées Fiche 9
- Couleurs Santé : ce programme vise à développer et à valoriser chez les enfants et adolescents, des compétences psycho-sociales relatives à la prévention des conduites à risques. Il est mis en œuvre dans un premier temps sur 2 sites pilotes Fiche 10
- Quitte ta violence pour te battre : interventions auprès des collégiens et lycéens pour prévenir les phénomènes de violence Fiche 11

Par ailleurs, une formation des équipes médico-sociales sera organisée avec le département des conduites addictives pour aider ces professionnels à mieux accueillir et orienter les élèves en difficultés.

LE MILIEU ETUDIANT

La population étudiante sur Rennes est importante, de l'ordre de 60 000.

Le SIMPPS (Service Inter-universitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé) avec l'appui des autorités universitaires s'est investi dans la mise en œuvre d'actions de prévention des consommations de drogues auprès des étudiants :

- l'organisation à chaque rentrée universitaire de forums santé ou de journées santé sur chaque campus. Participation aux Portes ouvertes et organisations de manifestations spécifiques (Journées Prévention Routière en novembre 2004, accueil des étudiants étrangers...)

- sur les universités de Rennes, depuis la rentrée 2001, l'arrêt total de la consommation de tabac dans les locaux universitaires
- la promotion des pots exclusivement sans alcool lors des évènements officiels
- la sensibilisation des étudiants aux risques liés aux consommations à l'occasion des soirées étudiantes : passage obligé des étudiants dans le service avant toute manifestation pour information et diffusion d'éthylotests et d'alcoolettes ..(outils diffusés dans les limites des crédits alloués au service)
- la participation à des manifestations organisées sur la ville par d'autres partenaires (Tam-Tam...)
- la participation à une enquête de santé publique sur la santé des étudiants en Bretagne afin de prendre en compte les spécificités régionales (complément de l'enquête diligentée par le rectorat sur le milieu scolaire en 2000).

Fiche 12

Parallèlement, la mutuelle étudiante LMDE développe des actions de prévention :

- les jeudis de la prévention : une équipe mobile d'étudiants formés à cet effet va à la rencontre d'autres étudiants sur les lieux de fêtes (centres villes, concerts....) pour diffuser des outils de prévention et expliquer les dangers liés à un comportement festif
- prévention routière et risque alcool : installation sur plusieurs jours d'un village sécurité routière : dispositif interactif sous forme de parcours avec ateliers, discussion et exposition
- le tabac : organisation d'ateliers interactifs auprès d'étudiants sur le risque tabac : groupes de réflexion, dépistage, conseils, ateliers sur les sens.

Fiche 13

Fiche 14

Fiche 15

LES PARENTS

De nombreuses initiatives existent déjà pour aider et soutenir les parents dans leur rôle éducatif. Il s'agit de renforcer toutes les actions qui vont dans ce sens et de développer des lieux d'accueil pour les parents en difficulté (cf consultation "cannabis" plus loin).

L'AATPF propose des interventions auprès de groupes d'adultes, basées sur l'échange et le partage d'expériences.

Fiche 16

Il est souhaitable d'intervenir non seulement auprès de parents de collégiens ou lycéens, mais aussi d'enfants plus jeunes, l'expérience montrant que les parents se mobilisent alors plus facilement.

Une action spécifique se met en place en direction des futurs parents sur le thème Grossesse et consommation d'alcool.

Fiche 17

Concernant la problématique tabac et alcool des actions sont déjà en place à l'initiative notamment de la mutualité française.

LE MILIEU SPORTIF

Les conduites dopantes en milieu sportif n'avaient pas été abordées lors du programme départemental précédent. La volonté est maintenant affichée de sensibiliser les jeunes et les cadres sportifs aux risques liés à ces conduites.

Des actions sont déjà mises en place sous l'égide de la direction régionale et départementale de jeunesse et sports :

- antenne médicale de prévention et de lutte contre le dopage
- commission de lutte contre le trafic
- organisation de prélèvements pour contrôle
- formations à destination de médecins, ou cadres sportifs.

De nouvelles actions sont prévues :

- élaboration de messages de prévention par des élèves de sections sportives, avec le support d'une bande dessinée ou d'un autre média

Fiche 18

- proposition de stand de prévention "sport et santé" lors des manifestations sportives

Fiche 19

- formation des dirigeants bénévoles et professionnels.

Fiche 20

LE MILIEU DU TRAVAIL

La Caisse Régionale d'Assurance Maladie intervient régulièrement dans les entreprises autour de forums tabac ou alcool et de modules "Equilibre alimentaire et alcool" ou "Tabac - Tabagisme".

De nouvelles initiatives sont envisagées :

- la mobilisation des PME - PMI à partir d'un réseau de soutien aux entreprises pour mettre en œuvre des actions de prévention des risques liés à l'usage de substances psycho-actives en milieu professionnel Fiche 21
- le soutien au sevrage tabagique en milieu du travail Fiche 22
- l'expérimentation de l'outil "intervention brève" auprès des médecins du travail. Cet outil est destiné à apporter à un patient un conseil structuré de modération de consommation et le rendre acteur de son propre changement vis à vis de l'alcool Fiche 23
- l'administration sans tabac : sous l'impulsion de la préfète, les différents services de l'Etat dans le département examinent les modalités de mise en œuvre d'une administration sans tabac. Une aide au sevrage tabagique des fonctionnaires intéressés sera envisagée dans ce cadre.

LA CITE

L'objectif est ici de promouvoir la prévention de l'usage de drogues au sein des cités et des quartiers, soit par des actions en direction des jeunes, soit par des actions de formation en direction des professionnels.

Les principales actions nouvelles ou à poursuivre sont reprises ci-dessous, bien d'autres existent sur l'ensemble du département.

En direction des jeunes :

- le SAS, point écoute jeunes à Rennes Fiche 24
- les bourses santé : "La santé, parlons-en vraiment...mais autrement !" Fiche 25
- le chapiteau : "La santé, ta bonne étoile" Fiche 26
- la réalisation de romans photos de prévention Fiche 27
- la réalisation d'une exposition interactive de prévention de substances psycho-actives et notamment de cannabis Fiche 28

- "Drogues et dépendances : jeunes/adultes parlons-en". Actions d'animation collective auprès des jeunes sur le pays de Redon et Vilaine Fiche 29
- semaine de l'enfance - jeunesse à Argentré du Plessis Fiche 30
- Forum des conduites à risques sur le quartier de Maurepas à Rennes Fiche 31
- le programme d'échanges de seringues "Interm'aides" Fiche 32
- les distributeurs - récupérateurs de seringues. Fiche 33

En direction des professionnels :

- le SAS : soutien aux encadrants de jeunes Fiche 34
- le projet animateurs jeunesse : formation initiale et continue Fiches 35 et 36
- le PIEPS jeunes : programme inter-institutionnel d'éducation et de promotion de la santé des jeunes en Ille-et-Vilaine (sur 7 sites) Fiche 37
- les séminaires de formation : "La prévention des usages de drogues : quelle approche commune sur un même territoire?" Fiche 38
- action de formation "usages de drogues et addictions" par l'AATPF Fiche 39
- "Bord à bord, les jeunes en situation limite : les comportements à risques" sur le pays Malouin Fiche 40
- la formation : "Adolescence et conduites à risques : le rôle des adultes" par l'ANPAA 35 Fiche 41
- les journées thématiques de l'ANPAA 35 : présentation d'outils pédagogiques Fiche 42
- la formation "accès aux soins et réduction des risques" à destination des professionnels intervenant auprès du public vivant à la rue Fiche 43
- la formation en alcoologie et addictologie des intervenants auprès des bénéficiaires du RMI Fiche 44
- l'accompagnement des professionnels à la mise en place d'actions d'éducation pour la santé avec des personnes en situation de précarité. Fiche 45

Dans les restaurants, bars et hôtels :

- un label établissement sans tabac sera mis en place dans les prochains mois avec l'appui de la Chambre de Commerce et d'Industrie et de la chambre hôtelière syndicale.

LE MILIEU FESTIF

Les actions mises en place dans le cadre du programme précédant sont à poursuivre, d'autant que la Bretagne est traditionnellement une terre de festivités multiples.

- Information, prévention, réduction des risques dans les lieux festifs par un collectif d'associations "l'Orange Bleue" (concerts, raves, technivals, discothèques) Fiche 46
- Les jeudis de la prévention : équipes mobiles de prévention organisées par les étudiants Fiche 13
- Réduction des risques en milieu festif : stands, concerts et soirées étudiantes Fiche 47
- Capitaine de soirée : celui qui conduit, c'est celui qui ne boit pas. Fiche 48

LE MILIEU PENITENTIAIRE

L'Ille-et-Vilaine compte 3 établissements pénitentiaires. Une formation-action des équipes intervenant dans ces établissements (personnel de surveillance, travailleurs sociaux du SPIP, UCSA, SMPR) a eu lieu en 2002 sur le thème de la promotion de la santé.

Il est demandé au CODES d'Ille-et-Vilaine de relancer la dynamique en accompagnant les équipes pour développer des actions de prévention auprès des détenus. Fiche 49

La maison d'arrêt de Rennes a un quartier mineurs. L'association Liberté Couleurs développera en lien avec le SPIP un projet d'animation auprès de ces jeunes autour des consommations à risques. Fiche 50

Par ailleurs, le travail en cours pour faire appliquer la loi Evin en milieu pénitentiaire sera poursuivi. Dans ce cadre, il est envisagé de faciliter l'accès des détenus aux substituts nicotiques.

3-2 : Informer, Expliquer, Convaincre

A travers cet objectif, il s'agit de :

- permettre à chacun de disposer d'une information actualisée et accessible
- conduire un programme cohérent et diversifié de communication
- diffuser une information scientifique mise à jour en permanence.

La plupart des actions prévues relèvent du CIRDD et auront donc une portée régionale compte-tenu de l'évolution en cours de cette structure :

- le bulletin d'information et les brèves du CIRDD Fiche 51
- le site internet de prévention des usages de drogues et des dépendances Fiche 52
- le répertoire des formations Fiche 53
- le répertoire des outils relatifs à la thématique dopage Fiche 54
- un outil de réduction des risques et des dommages Alcool-Cannabis - sous forme d'un logiciel interactif Fiche 55
- l'organisation d'un colloque sur le dopage Fiche 56
- des actions de communication à travers les médias locaux : le chef de projet départemental organisera des actions de communication pour informer régulièrement les médias locaux de l'évolution de la situation départementale et des actions mises en œuvre localement (objectif : 1 action par trimestre).

3 - 3 : Améliorer la réponse du système de soins

Il s'agit de favoriser la prise en charge par le système de soins des personnes en difficulté avec les produits et de leur entourage.

Dans le cadre de l'élaboration du schéma régional d'organisation des soins de 3^{ème} génération (SROS 3), il est prévu de développer l'organisation des soins en addictologie sur chaque territoire de santé. Le lien sera fait par territoire avec le schéma régional d'addictologie dans le champ médico-social concernant l'organisation des CCAA et CSST.

Quelques actions spécifiques méritent d'être soulignées :

- l'introduction du repérage précoce et de l'intervention brève en alcoologie dans la pratique des médecins libéraux. Cette action est expérimentée dans un premier temps sur 2 sites en Bretagne, dont le pays de Vitré
- la mise en place des "consultations cannabis" prévue par le plan gouvernemental Fiche 57
- la création en 2004 d'un centre méthadone d'accès facilité
- le réseau de santé "alcool 35" financé par l'enveloppe réseaux ARH-URCAM Fiche 58
- l'information sur les lieux d'écoute et de soins (plaquettes d'information et site internet) Fiche 59
- la prévention de la répétition des conduites de dépendance chez les enfants issus de famille à dysfonctionnement alcoolique. Fiche 60

3-4 : Rétablir la portée de la loi

2 points sont abordés à travers cet objectif opérationnel : l'articulation santé-justice et l'aspect contrôle et lutte contre le trafic.

sur l'articulation santé-justice :

La convention départementale d'objectifs signée en mars 2000 par le Préfet et les 2 procureurs a permis la mise en œuvre de plusieurs actions dont certaines sont désormais pérennisées telles les invitations aux soins dans le cadre des CEA.

Les actions suivantes seront mises en œuvre ou poursuivies:

- les injonctions thérapeutiques ou obligations de soins dans les tribunaux de Rennes et Saint Malo
- la sensibilisation aux risques routiers lors des audiences CEA du tribunal correctionnel Fiche 61
- l'information des jeunes sous main de justice à partir de la réalisation par ces jeunes eux-mêmes d'une exposition interactive sur la prévention des conduites à risques. Fiche 62

Par ailleurs, les actions de prévention développées en milieu pénitentiaire figurent plus haut.

Il faut y ajouter l'intervention du CSST dans les 3 établissements pénitentiaires du département et celle du CCAA à la maison d'arrêt de Saint Malo, en lien avec les UCSA.

sur les contrôles et la lutte contre le trafic :

4 axes d'intervention sont priorités dans le département :

✓ les contrôles routiers en vue de favoriser la sécurité routière

→ la lutte contre l'alcoolisme au volant est d'autant plus nécessaire que 48% des tués sur la route en 2004 sont dus à une consommation excessive d'alcool.

Le taux de dépistage positif est de 3,2% en Ile-et-Vilaine, contre 2,5% au niveau national. L'objectif est de diminuer de 20% le nombre de morts dus à l'alcool.

Le nombre de dépistages d'alcoolémie au volant devra passer de 166 600 à 180 000. Les dépistages seront ciblés dans le temps et dans l'espace : la 2^{ème} partie de soirées et les sorties de discothèques.

→ le dépistage de la consommation de stupéfiants au volant reste ciblé pour le moment, chaque fois qu'il existe une présomption sérieuse de consommation.
Dès que les tests salivaires seront homologués, ces dépistages deviendront plus systématiques.

✓ la lutte contre l'alcoolisation et la consommation de stupéfiants sur la voie publique

→ une intensification de 10% des contrôles sur les débits de boisson est prévue en 2005 (soit 1750 contrôles) : tenue de l'établissement, respect des horaires, protection des mineurs

→ devant le développement d'un phénomène prégnant d'alcoolisation sur la voie publique, le suivi statistique des ivresses publiques et manifestes sera effectué (1501 en 2004)

→ un arrêté préfectoral a été pris interdisant l'accès avec alcool au centre ville de Rennes

→ 1592 infractions à la législation sur les stupéfiants ont été relevées par les services en 2004, soit une hausse de 26% par rapport à 2003. Une hausse supplémentaire de 10% du nombre de procédures est prévue en 2005.

✓ la lutte contre les trafics

→ la douane a un objectif régional de 886 procédures et 2 millions d'euros de valeur marchande de produits saisis

→ le GIR poursuivra son action de lutte contre l'économie souterraine et les trafics. Des actions spécifiques seront menées dans le cadre des raves-parties et teknivals.

✓ en milieu scolaire, 12 actions "anti-stups" seront conduites en 2005 dans les établissements scolaires du département, à la demande des chefs d'établissement.

3-5 : Améliorer et développer le système d'observation

Ces actions, menées par le CIRDD, seront développées dans le cadre régional en lien avec l'Observatoire Régional de Santé de Bretagne :

- recensement des actions de prévention : il s'agit de recenser l'ensemble des actions menées localement par les différents acteurs (formation, prévention, rappel de la loi, prise en charge sanitaire et sociale), d'apprécier les résultats obtenus, et de permettre la mutualisation des initiatives les plus pertinentes
- dispositif TREND : Tendances Récentes et Nouvelles Drogues. Ce dispositif a pour objet d'identifier et décrire dans les délais les plus brefs possibles les phénomènes émergents liés aux drogues illicites et peu susceptibles d'apparaître dans les autres modes de collecte des données.

Les données recueillies doivent permettre d'adapter en permanence les actions menées.

3-6 :Renforcer la coordination au niveau local

Le chef de projet départemental a changé en janvier 2005. C'est désormais le directeur de cabinet de la Préfète, avec l'appui d'un coordonnateur départemental, Médecin Inspecteur de Santé Publique.

Deux instances de concertation fonctionnent au niveau départemental :

- le comité départemental de lutte contre les drogues et de prévention des dépendances ; cette instance, présidée par la préfète, se réunit au moins 2 fois par an, pour valider et mettre en œuvre le programme départemental, optimiser les moyens disponibles et favoriser les échanges d'information et le développement d'une culture commune ;
- le groupe départemental prévention ; il réunit les principaux acteurs départementaux intervenant dans le champ de la prévention des usages de drogues ; son objectif est de favoriser une approche cohérente et coordonnée de la prévention des usages de drogues par les structures ressources du département, et à terme d'élaborer un programme d'actions commun.

Le CIRDD principale structure d'appui pour le chef de projet voit son fonctionnement évoluer en 2005 et s'élargir à l'ensemble de la Bretagne. Le nouveau cahier des charges élaboré par la MILDT sera mis en œuvre. Le CIRDD pourra notamment contribuer à l'évaluation du programme départemental et des actions menées dans ce cadre.

IV - Les fiches-actions du programme

Les actions prévues ci-dessus pour répondre aux objectifs opérationnels sont reprises ci-après sous forme de fiches précisant généralement pour chacune :

- l'objectif
- le public visé
- le territoire géographique concerné
- les modalités de mise en œuvre
- le promoteur
- les partenaires associés
- le calendrier
- le coût et les moyens nécessaires
- les critères d'évaluation

Ces fiches pourront être complétées au cours du déroulement du programme, si de nouvelles initiatives apparaissent répondant aux objectifs fixés.

LES AXES STRATEGIQUES DEVELOPPES PAR L'EDUCATION NATIONALE

PROMOTEUR :

Inspection Académique d'Ille-et-Vilaine

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE :

Département d'Ille-et-Vilaine

PUBLIC VISE :

Les établissements scolaires

OBJECTIFS ET MODALITES DE MISE EN ŒUVRE :

(voir ci-après)

Redynamiser les CESC en les recentrant sur leur finalité réglementaire pour que chaque établissement public local d'enseignement inscrive dans l'axe responsabilisation de son projet un programme d'actions de prévention des dépendances et de lutte contre la drogue

✓ "Afficher" la politique départementale

ACTIONS	ECHEANCIERS ET REMARQUES
·Publication dans la lettre de l'IA 35	Avril 2005
·Note de rentrée	Septembre 2005
·Réunions	2005 - 2006
·Mise sur le site de l'inspection académique	Septembre 2005

✓ Restructurer le pilotage départemental des CESC

ACTIONS	ECHEANCIERS ET REMARQUES
·Installation d'un groupe restreint : <i>IAA, MCT, ICT, ASCT</i> <i>Représentant du préfet</i> <i>Représentant du procureur</i> <i>Un IEN</i> <i>Un proviseur</i> <i>Un principal de collège</i> <i>Un personnel administratif</i>	Mars 2005
·Définition précise au-delà d'une "veille CESC" des missions du groupe et du rôle de chacun de ses membres	Mai-juin 2005

✓ Accompagner les EPLE en difficultés

ACTIONS	ECHEANCIERS ET REMARQUES
·Repérage à partir des études existantes et en cours, des besoins exprimés par les EPLE	
·Aide par IAA, CT, RRR à la recherche d'intervenants ou de partenaires	Ressources internes, services de l'état, associations....
·Guidage pour le choix de formations	Actions existantes, à étoffer par l'intervention du RRR

- ✓ Soutenir fortement les demandes de financement si le programme d'actions répond aux objectifs départementaux

ACTIONS	ECHEANCIERS ET REMARQUES
·Etude des dossiers par le groupe restreint départemental ·Participation aux commissions partenariales	Actions assurées par MCT et ICT actuellement

- ✓ Elargir les CESC au premier degré

ACTIONS	ECHEANCIERS ET REMARQUES
·Repérage et analyse de l'existant à partir du bilan des CESC par le groupe départemental ·Information large sur ces actions par tout moyen de communication ·Définition des modalités d'une extension aux écoles du secteur à partir du CESC du collège	Année scolaire 2005-2006 Ces actions sont à arrêter avec celles de l'objectif "prévention précoce".

- ✓ Fonder l'évaluation départementale des CESC sur le rapport d'activité des EPLE : le groupe départemental devra examiner les possibilités d'actions concrètes à développer pour y parvenir. En effet, actuellement, ce bilan est construit par MCT et ICT sur la base des médecins et des infirmiers de terrain.

Clarifier pour tous l'importance de la référence à la loi dans la prévention pour que les élèves en perçoivent la dimension structurante et le fait qu'elle les protège

- ✓ "Afficher" la politique départementale

cf : Actions du premier objectif opérationnel de la redynamisation des CESC

- ✓ Valoriser les actions de prévention où les élèves ont été accompagnés dans une réflexion sur la nécessité de la loi pour "vivre ensemble"

ACTIONS	ECHEANCIERS ET REMARQUES
·Repérage à partir du projet d'établissement et des contacts avec les équipes ·Information large sur ces actions par tout moyen de communication	Réalisé partiellement, à systématiser A mettre en œuvre au niveau départemental par le groupe restreint et le pôle communication

✓ Réaffirmer la nécessité de réagir aux infractions à la législation sur les stupéfiants

ACTIONS	ECHEANCIERS ET REMARQUES
<p>·Rappel écrit et verbal aux chefs d'établissement des dispositions de la convention Education nationale-Justice portant sur les signalements</p> <p>·Rappel de la possibilité pour les chefs d'établissement en cas de suspicion de trafic, de saisir le procureur de la république qui décidera de l'opportunité d'une intervention des services d'investigation</p> <p>·Constitution d'un groupe de travail commun à l'inspection académique et la DDEC pour examiner les possibilités d'harmonisation des pratiques des établissements scolaires</p> <p>·Définition par les médecins de l'éducation nationale d'un protocole départemental de conduite à tenir en matière d'aptitude aux ateliers de LP en cas de consommation manifeste de produits psychoactifs</p>	<p>Septembre 2005</p> <p>Type d'action déjà réalisé</p> <p>A mettre en œuvre en 2005 2006</p> <p>Action en cours</p>

Développer une dynamique de prévention précoce des conduites à risques

✓ "Afficher" la politique départementale

cf actions du premier objectif opérationnel de la redynamisation des CESC

✓ Développer la démarche à partir de l'existant en termes d'articulation premier-second degré

ACTIONS	ECHEANCIERS ET REMARQUES
<p>·Suivi de l'initiative "Dol premier-second degré"</p> <p>·Etablissement d'un bilan des actions menées en ZEP et REP</p> <p>·Dégagement des perspectives et diffusion des conclusions aux EPLE et IEN par le groupe départemental restreint et le RRR</p> <p>Recherche de sites volontaires pour une extension du processus par les correspondants départementaux RRR</p> <p>·Structuration des nouvelles expérimentations et mise en œuvre</p>	<p>Actions en cours</p> <p>Juin 2005 Rapport annuel des médecins scolaires</p> <p>Septembre à décembre 2005</p> <p>Janvier à avril 2006</p> <p>Mai et juin 2006, 2006-2007</p>

✓ Etablir un bilan des conduites à risques dans le premier degré

ACTIONS	ECHEANCIERS ET REMARQUES
<ul style="list-style-type: none"> ·Construction d'une "fiche école" académique ·Validation par le recteur et les DSDEN, diffusion de la fiche 	<ul style="list-style-type: none"> Action ébauchée confiée au 35 et au 22 par le RRR Echéancier à définir

✓ Répondre à la demande plusieurs fois exprimée des outils "moins de douze ans" existants

ACTIONS	ECHEANCIERS ET REMARQUES
<ul style="list-style-type: none"> ·Recherche par le CIRDD à la demande du MCT ·Diffusion aux IEN ·Diffusion aux médecins et infirmières scolaires 	<ul style="list-style-type: none"> Décembre 2004 Avril 2005 Mars 2005

Poursuivre les partenariats existants et développer le travail en réseau

✓ Agir avec les partenaires au niveau départemental

ACTIONS	ECHEANCIERS ET REMARQUES
<ul style="list-style-type: none"> ·Participation du DSDEN ou de ses représentants aux instances institutionnelles : "comité départemental de lutte contre la drogue et prévention des dépendances", comité de santé publique, comité de pilotage de la veille éducative ·Participation des représentants du DSDEN aux travaux initiés par les instances réglementaires : rédaction de plans interinstitutionnels, d'outils d'aide aux professionnels... ·Réflexion-action avec le secteur associatif : ANPAA, AATPF, Ligue contre le cancer, CODES, Liberté Couleurs, CIRDD... 	<ul style="list-style-type: none"> Action réglementaire et effective Action ancienne, à poursuivre Action ancienne, à poursuivre

✓ Agir avec les partenaires sur le terrain

ACTIONS	ECHEANCIERS ET REMARQUES
<p>·Poursuite de l'implication des personnels de terrain dans des actions dites classiques avec l'ensemble des acteurs "drogue" et plus particulièrement l'ANPAA, l'AATPF, le CIRDD, Liberté Couleurs, la brigade de prévention de la délinquance juvénile de la gendarmerie</p> <p>·Investissement des personnels de terrain et/ou des conseillers techniques dans l'animation territoriale de santé</p>	<p>Partenariat ancien, à poursuivre</p> <p>Action initiée par l'Etat en 2003, à poursuivre</p>

✓ Investir fortement le travail en réseau pour une meilleure efficience

ACTIONS	ECHEANCIERS ET REMARQUES
<p>·Suivi des expérimentations menées par certains collègues par exemple Malifeu et Monbarot à Rennes</p> <p>·Incitation des lycées à s'inscrire dans le réseau "Lycées sans tabac" dont le pilotage est assuré par l'ANPAA</p>	<p>Action en cours, à suivre</p> <p>Action récente, à suivre en termes d'enseignements à tirer sur le travail en réseau avec un pilotage externe à l'institution associant "public et privé"</p>

Organiser l'aide individualisée aux élèves par les médecins, infirmiers et assistants sociaux scolaires

✓ Informer tous les élèves et leurs parents des priorités fixées à ces personnels par le DSDEN

ACTIONS	ECHEANCIERS ET REMARQUES
<p>·Mise en ligne des priorités sur le site de l'inspection</p> <p>·Communication aux parents à chaque rentrée des coordonnées précises des personnels médico-sociaux de l'école ou de l'établissement avec l'ensemble des informations qui leur sont transmises par la direction</p>	<p>Action réalisée pour médecins et infirmiers</p> <p>Action très inégalement réalisée voir inexistante pour ce qui est des médecins, consigne du DSDEN nécessaire pour une mise en œuvre en septembre 2005</p>

✓ Donner les moyens à ces personnels d'optimiser leurs compétences

ACTIONS	ECHEANCIERS ET REMARQUES
<p>·Information spécifique à leur attention</p> <p>·Formation pour le repérage, l'accueil et l'orientation vers les services de soins</p> <p>Définition de l'articulation entre les centres de consultation cannabis et les personnels médico-sociaux de l'institution.</p>	<p>Action partiellement réalisée par les liens du site IA 35, à étoffer à partir des besoins qui seront exprimés par les conseillers techniques</p> <p>Action proposée dans le cadre de la préparation du plan départemental "drogue" 2005-2008, objectif : savoir "passer la main", financement MILDT, formateurs : spécialistes des conduites addictives, responsables : DDASS et IA, CE et CPE pourraient y participer.</p> <p>Action à mettre en oeuvre</p>

ACTIONS DE PREVENTION EN MILIEU SCOLAIRE

OBJECTIF

Développer les aptitudes et compétences des jeunes et des adultes à réagir face aux conduites à risque et plus particulièrement face aux comportements d'alcoolisations et d'autres comportements addictifs.

PUBLIC VISE

- Enfants des écoles élémentaires,
- Collégiens,
- Lycéens,
- Etudiants,
- Equipes éducatives.

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE

Ille et Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Le choix des types d'interventions se fera en corrélation avec les attentes et besoins de l'établissement scolaire demandeur et avec les objectifs du projet défini.

A titre indicatif, l'ANPAA sera en mesure de proposer :

- Un conseil méthodologique auprès de l'équipe éducative pour la construction d'un projet de prévention,
- Une formation de l'équipe éducative,
- Une aide à la mise en place d'actions auprès des jeunes voire des adultes, notamment des parents,
- Une participation aux différentes animations se déroulant dans le cadre du projet,
- Une aide à l'évaluation des actions,
- Un appui documentaire,
- Mise à disposition d'outils pédagogiques,
- Un conseil à l'animation d'outils pédagogiques.

PROMOTEUR

ANPAA 35

PARTENAIRES

Etablissements scolaires (écoles élémentaires, collèges, lycées, universités)

CALENDRIER

Tout au long du programme selon les demandes

COÛTS – MOYENS NECESSAIRES

18 000 euros par an

CRITERES D'EVALUATION

Nombre et nature des établissements réalisant un projet de prévention (objectif : 10 par an)

Nombre d'adultes et de jeunes impliqués dans le projet

Nature des actions menées

Degré de satisfaction des participants.

**ACTIONS D'INFORMATION ET DE RESPONSABILISATION SUR LES RISQUES
LIES AUX CONSOMMATIONS DE SUBSTANCES PSYCHO-ACTIVES**

OBJECTIF

Aider les jeunes à être en capacité de faire des choix éclairés en fonction de leur maturité, expérience et contexte environnemental.

PUBLIC VISE

Jeunes

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Département d'Ille-et-Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Débats, conférences, rencontres à la demande
Interventions devant des groupes restreints, en accès libre et volontaire.

PROMOTEUR

A.A.T.P.F.

PARTENAIRES

Département des conduites addictives

CALENDRIER

Tout au long du programme

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

16 000 euros par an

CRITERES D'EVALUATION

Nombre d'interventions réalisées
Nombre de participants (objectif : 1 500 par an)
Degré de satisfaction des participants

**USAGE ET ABUS : PREVENTION DE LA CONSOMMATION DES DROGUES
CHEZ LES JEUNES**

OBJECTIF

Réaliser des actions d'information et de prévention à destination des jeunes autour des attitudes et comportements à adopter à l'égard des substances psycho-actives.

PUBLIC VISE

Jeunes 12 – 15 ans et 15 – 18 ans (objectif 2 500)

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Département d'Ille-et-Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Ateliers interactifs d'information sur la consommation de drogues, les effets, les risques, le rapport à la loi.

Rencontre des mêmes groupes de jeunes chaque année sur un cycle soit collège, soit lycée.

PROMOTEUR

Association Liberté Couleurs

PARTENAIRES

Education Nationale

DDEC

AATPF – ANPAA 35

BPDJ

CALENDRIER

Projet étalé sur 3 ans (2004-2006)

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

30 000 euros par an

CRITERES D'EVALUATION

Nombre de personnes rencontrées

Nombre de structures sollicitées

Prise de conscience

Problématiques rencontrées

**PREVENTION DES CONDUITES A RISQUE A L'ECOLE ELEMENTAIRE
JEU PEDAGOGIQUE « 7 à TOI »**

OBJECTIF

Développer les ressources et compétences des enfants de 9 à 11 ans pour les aider à gérer eux-mêmes leurs peurs, angoisses, conflits (sans avoir recours dans l'avenir à l'usage de substances psychoactives).

PUBLIC VISE

Les enfants de 9 à 11 ans

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE

Ille et Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

jeu élaboré et testé en 2004

- Duplication du jeu,
- Communication autour du jeu,
- Diffusion du jeu.

PROMOTEUR

ANPAA 35

PARTENAIRES

Inspection Académique et Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique

CALENDRIER

- Janvier à avril 2005 : communication autour du jeu destiné à l'ensemble des écoles élémentaires du département. Mise en place d'une souscription.
- A partir de mai 2005 : duplication et vente du jeu, accompagnée d'une formation à son utilisation.

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

Coût total : 53 675 euros

Il est prévu de demander aux écoles élémentaires de participer à hauteur de 60 € par jeu, le reste étant financé par le biais de subventions.

Il est prévu de dupliquer 300 jeux dans un premier temps.

CRITERES D'EVALUATION

- 600 écoles élémentaires du départements,
- soit une possibilité de cibler plus de 40 000 enfants sur le département.
- Nombre d'écoles ayant acheté un jeu (objectif : 300)
- Nombre d'enfants concernés par l'animation du jeu
- Satisfaction des enfants et des enseignants (par questionnaire).

CONDUITES A RISQUE : ACCOMPAGNEMENT DES EQUIPES EDUCATIVES EN MILIEU SCOLAIRE

OBJECTIFS

1. Impulser une dynamique de mise en place d'une démarche de prévention des conduites à risque (notamment des conduites addictives) au sein de communautés éducatives (collèges et lycées),
2. Développer leurs compétences en terme de savoir, savoir-être, savoir-faire sur le thème des conduites à risque.

PUBLIC VISE

Equipes éducatives des collèges et lycées qui souhaitent s'impliquer dans un projet de prévention (chef d'établissement, infirmiers, médecins, assistants sociaux, conseillers principaux d'éducation, documentalistes, enseignants, surveillant, personnel d'entretien...).

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE : Département d'Ille-et-Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

1. Accompagnement personnalisé de 15 équipes à partir de leurs besoins et attentes : formation-action autour de la construction d'un projet, d'une approche commune des conduites à risque, de l'utilisation d'un outil pédagogique, appui documentaire,
2. Aide à la mobilisation d'équipes souhaitant un accompagnement l'année suivante,
3. Mise en place de 4 formations inter-établissements (2 modules de 2 jours chacun) : Formation pratique de prévention, méthodes, outils, Formation autour des conduites à risque à l'adolescence.

PROMOTEUR : A.N.P.A.A. 35

PARTENAIRES

Inspection académique, DDEC, Ligue contre le cancer, CPAM, Conseil Général

CALENDRIER

1^{er} semestre : suivi, accompagnement de 10 établissements (année scolaire 2004-2005), 2 formations inter-établissements, soutien à la mobilisation d'une équipe pour 4 établissements,

Juin : évaluation intermédiaire,

Septembre-décembre : suivi, accompagnement de 5 nouveaux établissements

2006 : à développer selon les demandes.

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

40 800 euros par an

CRITERES D'EVALUATION

Nombre d'établissements accompagnés (objectif : 15 par an)

Nombre de personnels associés à la démarche

Nombre de démarches effectivement engagées

Evaluation des changements intervenus dans les établissements (questionnaire)

**INFORMATION DES JEUNES INSCRITS EN MAISONS FAMILIALES RURALES
SUR LES CONDUITES A RISQUES**

OBJECTIF

.Informer les jeunes des maisons familiales rurales d'Ille-et-Vilaine sur la santé, l'estime de soi, la vie affective et sexuelle, les risques sexuels, l'usage des drogues licites et illicites.

PUBLIC VISE

Jeunes 16/25 ans (objectif : 350)

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Département d'Ille-et-Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Interventions intégrées dans les programmes suivis par les jeunes sous forme d'ateliers interactifs.

PROMOTEUR

Association Liberté Couleurs

PARTENAIRES

Fédération départementale des maisons familiales rurales
Centre de planification et associations spécifiques

CALENDRIER

Janvier 2005 à juin 2006

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

5 500 euros par an

CRITERES D'EVALUATION

Type d'actions réalisées
Nombre de jeunes visés par les actions
Participation et impact.

VERS UN LYCEE SANS TABAC

OBJECTIF

Développer la mise en place d'un réseau « vers un lycée sans tabac »

PUBLIC VISE

Les lycées privés et publics (60)

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE

Ille et Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

- Consultation sous forme de questionnaire (besoins et attentes)
- Détermination des missions et moyens pouvant être mis en place par le réseau,
- Mise en place du réseau (rencontres et échanges entre les établissements, mise à disposition d'outils...)
- valorisation des actions significatives

PROMOTEUR : A.N.P.A.A. 35

PARTENAIRES

Mise en place d'un groupe de pilotage constitué de :

- L'AATPF
- L'ADSEN
- L'ANPAA (promoteur)
- L'Association Liberté Couleurs
- Le Centre d'Aide à l'Arrêt du Tabac – Clinique Saint-Laurent
- Le Comité Départemental des Maladies Respiratoires 35
- La Consultation de tabacologie – Hôpital Ponchaillou
- Le Conseil Général 35
- La Coordination Bretonne de Tabacologie
- Le CIRDD
- Le CRIJ Bretagne
- La DDASS 35
- La Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique
- L'Inspection Académique
- La Ligue contre le cancer 35
- La mutualité Française
-

Il est prévu d'impliquer en plus des établissements scolaires.

CALENDRIER

Janvier à avril 2005 : consultation sous forme de questionnaire destiné à l'ensemble des lycées du département : conception des moyens pouvant être mis en place par le réseau.

Septembre 2005 : Lancement du réseau sous forme d'un temps fort.

Octobre 2005 – 2006 – 2007 : mise en œuvre des actions.

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

8 000 euros par an

CRITERES D'EVALUATION

Nombre de lycées sans tabac (objectif : 50 % d'ici fin 2006 ; 80 % fin 2007)

PREVENTION DE LA CONSOMMATION DU TABAC

OBJECTIF

Sensibiliser les jeunes aux risques et dangers du tabac au travers d'un travail sur les représentations et faciliter l'aide à l'arrêt.

PUBLIC VISE

Collégiens et lycéens (objectif : 1 200 jeunes)

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Département d'Ille-et-Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Suivi de groupes de jeunes soit sur 4 ans de la 6^{ème} à la 3^{ème}
soit sur 3 ans en lycées

activités sous forme d'ateliers (brainstorming, mises en situation...)

PROMOTEUR

Association Liberté Couleurs

PARTENAIRES

Education Nationale

DDEC

DCA

ANPAA

Centre de sevrage tabagique

CALENDRIER

Mise en œuvre en 2004 – action sur 4 ans pour les plus jeunes et 3 ans pour les 15/18 ans

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

10 000 euros par an

CRITERES D'EVALUATION

Nombre de personnes rencontrées

Nombre de structures sollicitées

Prise de conscience des messages.

**COULEUR SANTE
PLAN NATIONAL DE MOBILISATION CONTRE LE CANCER**

OBJECTIF

Développer et valoriser chez les enfants et les adolescents des compétences psychosociales relatives à la prévention des conduites à risques.

PUBLIC VISE

Les établissements scolaires : élèves et communautés éducatives

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

2 sites expérimentaux :

- Montfort-sur-meuse : 1 collège, 2 écoles
- Fougères : 2 collèges, 3 écoles primaires.

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

- accompagnement à l'élaboration d'un projet par site
- l'accompagnement à la mise en œuvre du projet et des actions.

PROMOTEUR

CODES 35

PARTENAIRES

DRASS, DDASS, DRAF, URCAM, DDEC, Education Nationale, ORSB, ANPAA, CRES

CALENDRIER

2004 - 2006

CRITERES D'EVALUATION

500 enfants concernés par les projets.

QUITTE TA VIOLENCE POUR TE BATTRE

OBJECTIF

.Promouvoir des actions d'information et de prévention de la violence auprès des jeunes.

PUBLIC VISE

Jeunes des lycées et des collèges, et public des centres de détention, des centres sociaux...

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Département d'Ille-et-Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Utilisation de bandes dessinées, d'une exposition photos, d'un jeu et d'un C.D.

PROMOTEUR

Association « Pour la Vie »

PARTENAIRES

CALENDRIER

Déroulement toute l'année.

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

15 000 euros

CRITERES D'EVALUATION

Nombre d'actions réalisées

Nombre de jeunes en ayant bénéficié

Impact ressenti

FETES ET SANTE : L'ADDICTION PEUT ETRE LOURDE

OBJECTIF

Amener les associations d'étudiants à prendre en compte la dimension santé dans l'organisation de sorties festives.

PUBLIC VISE

Les étudiants

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Rennes

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Formation du personnel de santé du SIMPPS sur les conduites à risques liées aux substances psycho-actives.

Information des étudiants-relais lors de leur passage au SIMPP+S (obligation pour obtenir des locaux).

PROMOTEUR

Service interuniversitaire de médecine préventive et promotion de la santé (SIMPPS)

PARTENAIRES

ANPAA – AATPF – CCAA – Prévention routière – LMDE - SMEBA

CALENDRIER

Tout au long du programme

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

7 000 euros

CRITERES D'EVALUATION

Nombre de passages dans le service avant les manifestations

Questionnaire d'évaluation.

LES JEUDIS DE LA PREVENTION

OBJECTIF

Prévention par les pairs, réduction des risques en milieu festif

PUBLIC VISE

Jeunes 16/25 ans (étudiants, lycéens...)

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Rennes

Expérimental sur les autres villes universitaires de Bretagne et Pays de Loire

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Équipes mobiles d'étudiants formés.

PROMOTEUR

LMDE

PARTENAIRES

Ville de Rennes - ANPAA – AATPF - MFPP

Collectif Prèven'Trans pour l'action sur les Transmusicales

CALENDRIER

Juillet : soirée du BAC

Octobre : tous les jeudis

Décembre : Transmusicales

Reste de l'année : veille de vacances scolaires

COÛT - MOYENS NECESSAIRES

8 442 euros par an

CRITERES D'EVALUATION

Evaluation quantitative et qualitative par l'intermédiaire d'une grille que chaque équipe complète à l'issue de l'intervention.

En prévision, un questionnaire public pour mesurer l'impact de cette action.

PREVENTION ROUTIERE ET RISQUE ALCOOL

OBJECTIF

Modifier les comportements des jeunes (16-28 ans) dans l'association conduite et produits psycho-actifs.

PUBLIC VISE

Jeunes 16 – 28 ans dans les villes universitaires.

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Rennes

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

- installation d'un village sécurité routière : dispositif interactif composé sous forme de parcours avec ateliers, discussions et exposition
- conseil et accompagnement d'associations étudiantes dans le cadre de l'organisation de manifestations festives.

PROMOTEUR

L.M.D.E.

PARTENAIRES

ANPAA, sécurité routière, associations étudiantes.

CALENDRIER

- village : préparation : septembre – octobre 2005
- installation du village : novembre 2005
- accompagnement des associations tout au long du programme

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

8 000 euros

CRITERES D'EVALUATION

- village : fréquentation du village (objectif : 2000 jeunes)
 - auto évaluation des connaissances par les participants
 - qualité des échanges
- mise en œuvre de schémas de prévention lors des soirées étudiantes.

TABAC

OBJECTIF

Réduire le nombre de jeunes fumeurs

PUBLIC VISE

Etudiants et lycéens

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Département

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Organisation d'ateliers interactifs : dépistage, conseils, groupes de réflexions, ateliers sur les sens...

PROMOTEUR

L.M.D.E.

PARTENAIRES

CHU , SIMPPS

CALENDRIER

Toute la durée du programme

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

4 000 euros

CRITERES D'EVALUATION

Nombre de jeunes participant aux ateliers

Nombre de consultations de sevrage résultant de l'action.

PARENTS et ADULTES
Informier – Sensibiliser – Aider à se positionner

OBJECTIF

Etre à l'écoute des adultes et répondre à leurs interrogations concernant les substances psychoactives et les conduites à risques
Conforter les adultes dans leur rôle éducatif et les aider à se positionner face aux jeunes
Faire connaître les structures d'Aide et de soins

PUBLIC VISE

Parents - adultes

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Département d'Ille-et-Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Interventions ponctuelles ou suivies, basées sur l'échange et le partage d'expériences auprès de groupes informels ou déjà organisés.

PROMOTEUR

AATPF

PARTENAIRES

Département des Conduites Addictives du CHGR de Rennes

CALENDRIER

Plan 2005 - 2008

COÛT - MOYENS NECESSAIRES

Temps de salarié – déplacements – secrétariat et fonctionnement
25 interventions/an x 300 euros/interv = 7500 euros par an

CRITERES D'EVALUATION

Quantitatif : nombre d'interventions réalisées et personnes participantes
Qualitatif : appréciation des interventions en terme de contenu, d'échanges et de demandes de rencontre ou de soutien vers les professionnels du soin ou de structure de prévention.

GROSSESSE ET CONSOMMATION D'ALCOOL

OBJECTIF

Diminuer les risques que représente la consommation d'alcool pendant la grossesse et l'allaitement afin de limiter l'apparition de fœtopathies et de troubles chez l'enfant.

PUBLIC VISE

Les femmes en âge de procréer et leur entourage,
Les femmes enceintes et leur entourage,
Les enfants ayant été exposés in utero à l'alcool ainsi que leur entourage proche.

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Ille et Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Elles seront définies en 2005 par les membres des comités de pilotage :
un comité de pilotage « prévention »,
un comité de pilotage « prise en charge ».

PROMOTEUR

A.N.P.A.A. 35

PARTENAIRES

Les professionnels de la santé,
Les professionnels et intervenants de la périnatalité,
Les professionnels et intervenants en alcoologie.

CALENDRIER

2005 - 2008

COÛTS – MOYENS NECESSAIRES

17 000 euros par an

CRITERES D'EVALUATION

Nombre de référents dans chacun des comités de pilotage (24 personnes maximum au total),
Nombre de réunions des comités de pilotage (3 par comité, 6 au total),
Nombre de professionnels impliqués dans le projet .
Nombre de femmes touchées par les actions envisagées.

MESSAGES DE PREVENTION DOPAGE PAR UNE BD OU AUTRE MEDIA

OBJECTIF

- sensibiliser des scolaires sportifs sur les risques du dopage, par l'humour, la « dérision »
"Les aventures de la famille dopette »

PUBLIC VISE

Elèves en sections sportives

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Lycée de CESSON et l'ensemble du département.

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

« Projet pédagogique »

- Intégrer dans le planning scolaire des moments de réflexion et de création de la BD ou autres médias avec la participation des professeurs d'EPS, de français, de dessin, d'audio-visuel....

PROMOTEUR

D.R.D.J.S.

PARTENAIRES

- Education Nationale
- Conseil Général
- Mouvement sportif

CALENDRIER

Début septembre 2005

COÛT - MOYENS NECESSAIRES

Minimal au départ

A évaluer si édition de la BD, ou un autre produit

CRITERES D'EVALUATION

- Production BD ou autre produit

**STAND DE PREVENTION « SPORT SANTE »
LORS DES MANIFESTATIONS SPORTIVES**

OBJECTIF

Messages de prévention

Le sport est très médiatisé. S'en servir pour faire passer des messages de santé publique (cf Défi santé voile à Brest)

PUBLIC VISE

Tout public

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Bretagne et notamment Ile-et-Vilaine.

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

- . Stand sur grandes manifestations sportives
- . Le sport de haut niveau, vecteur de messages de santé publique

PROMOTEUR

- DRDJS (direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports)
- CROS (comité régional olympique et sportif)
- Clubs ou ligues ou fédérations organisatrices

PARTENAIRES

- DRDJS (direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports)
- DDJS (direction départementale de la jeunesse et des sports)
- CROS (comité régional olympique et sportif)
- CDOS (comité départemental olympique et sportif)
- Conseil Général
- Ville

CALENDRIER

Présent sur grandes manifestations sportives

COÛT - MOYENS NECESSAIRES

- stand
- affiches 4 000 euros
- banderolles
- dépliants

CRITERES D'EVALUATION

- enquête
- questionnaire
- critères d'évaluation des messages sport-santé

FORMATION DES DIRIGEANTS : BENEVOLES ET PROFESSIONNELS

OBJECTIF

Prévention :

- . hygiène de vie
- . dopage
- . surentraînement
- . diététique.....

PUBLIC VISE

Dirigeants : encadrants – professionnels

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Bretagne

Action centralisée par le CDOS (comité départemental olympique et sportif) pour chaque département

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

- organisation par les CDOS
- modalités, contenus par la direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports
- intervention du personnel ressource lors de la formation

PROMOTEUR

CROS (comité régional olympique et sportif) – CDOS (comité départemental olympique et sportif)

PARTENAIRES

- DRDJS (direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports)
- DDJS (direction départementale de la jeunesse et des sports)
- CREPS
- AMPLD (Antenne médicale de prévention et de lutte contre le dopage)
- Conseil Général

CALENDRIER

Année 2005

COÛT - MOYENS NECESSAIRES

4500 euros

CRITERES D'EVALUATION

Voir avec les conseils départementaux pour intégrer cette formation dans leur projet de développement

**MOBILISATION DU MILIEU PROFESSIONNEL
ET PLUS PARTICULIEREMENT LES PME-PMI**

OBJECTIF

Développer la mise en œuvre d'actions de prévention des risques liés à l'usage de substances psychoactives en milieu professionnel

PUBLIC VISE

L'ensemble des entreprises de plus de 50 salariés du département (700 environ)

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE

Ille et Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

- Mise en place d'un groupe de pilotage,
- Repérage des moyens mis à la disposition des entreprises,
- Repérage des évaluations déjà entreprises sur le département,
- Mise en place d'un réseau de soutien aux entreprises,
- Communication auprès des entreprises des moyens dont dispose le réseau et qui peuvent être mis à leur disposition en prévention (aide à l'élaboration d'un diagnostic, à l'application de la loi Evin, charte de prévention, formation d'agents relais...)

PROMOTEUR

ANPAA 35

PARTENAIRES

- Médecine du travail,
- Inspection du travail,
- Structures mettant en place des actions au sein du milieu professionnel,
- CRAM,
- Prévention Routière,
- Consultation Tabacologique,
- Mutualité Française,
- Groupements d'entreprises...

CALENDRIER

Tout au long du programme

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

25 000 euros par an

CRITERES D'EVALUATION

Nombre de PME – PMI répondant aux sollicitations du réseau
Nombre de démarches mises en œuvre.

SOUTIEN AU SEVRAGE TABAGIQUE, EN MILIEU DU TRAVAIL

OBJECTIF

Objectif général :

- Faciliter, dans le cadre professionnel, l'arrêt de la consommation de tabac

Objectifs opérationnels :

- Sensibiliser et motiver le public pour qu'il s'engage dans une démarche de sevrage ;
- Faciliter l'accès aux consultations de tabacologie ;
- Mettre en place des groupes de soutien accompagnant les tentatives de sevrage ;
- Faciliter la prescription et la prise en charge financière de substituts nicotiques

PUBLIC VISE

- Professionnels

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

- Département d'Ille-et-Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

- Réflexion interne aux entreprises ou autres structures promotrices (déterminer les conditions de réalisation [temps de travail ou temps personnel / prise en charge financière par l'employeur ou les œuvres sociales / prescription ou non de substituts nicotiques...])
- Choix de l'intervenant
- Construction du déroulement de l'action avec l'intervenant (nombre de séances de soutien, composition des groupes...)
- Information des professionnels ciblés (sensibilisation aux méfaits du tabagisme, information sur le déroulement de l'action)
- Mise en place des inscriptions et questionnaire individuel préalable sur le rapport au tabac pour chaque inscription
- déroulement de l'action : mise en place de groupe de soutien et d'accompagnement au sevrage tabagique (durée de 2 à 6 mois), orientation vers des consultations de tabacologie si nécessaire, et éventuellement organisation de prescription de substituts nicotiques
- Evaluation des résultats et du processus.

PROMOTEUR

Promoteurs potentiels : les entreprises et administrations, les instances représentatives du personnel, la Chambre de Commerce et d'Industrie,...

PARTENAIRES

Professionnels de santé des structures d'aide au sevrage tabagique (médecins et infirmiers tabacologues, psychologues...), professionnels de santé indépendants (psychologue pour les groupes de soutien), Ligue contre le cancer,...

CALENDRIER

La mise en œuvre d'une action de soutien au sevrage tabagique nécessite un déroulement allant de 2 à 6 mois, une planification en amont (3/6 mois) et un temps d'évaluation 6 mois (ou plus selon l'ampleur de l'évaluation) après la fin du déroulement.

COÛT - MOYENS NECESSAIRES

Moyens humains nécessaires :

- Intervenant en soutien et accompagnement au sevrage tabagique
- Coordonnateur référent dans la structure

Moyens matériels nécessaires :

- Locaux
- Documentation
- Moyen de communication
- Nécessaire pour l'accueil (café, thé...)

Moyens éventuellement utilisés :

- Moyens multimédias (ordinateur, vidéo projecteur, rétro projecteur...)
- Substituts nicotiques

Le coût de l'action dépend essentiellement de la prise en charge ou non sur les horaires de travail, du temps que le public consacrera à l'action.

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre de demandes
- Rapport nombre de personnes inscrites / nombre de personnes participant à l'ensemble de l'action
- Nombre de sevrages réussis
- Qualité de l'accès aux substituts nicotiques (prescription, prise en charge...)
- Satisfaction des personnes ayant adhéré au programme
- Points forts / points à améliorer

- Eventuellement à plus long terme : évolution du nombre d'arrêts maladies au sein des entreprises ou administrations

**EXPERIMENTATION DE L'OUTIL INTERVENTION BREVE
AUPRES DE MEDECINS DU TRAVAIL**

OBJECTIF

Apporter à un patient un conseil structuré de modération de consommation et le rendre acteur de son propre changement vis-à-vis de l'alcool.

PUBLIC VISE

Les consommateurs à risque et/ou les consommateurs à problème rencontrés lors des consultations de médecine du travail

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Site expérimental en Ille et Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Présentation de l'outil et de la démarche *Intervention Brève* aux médecins du travail,
Expérimentation par les médecins du travail,
Evaluation de l'expérimentation en vue d'une éventuelle utilisation par l'ensemble des médecins du travail d'Ille et Vilaine.

PROMOTEUR

A.N.P.A.A. 35

PARTENAIRES

Médecine du travail

CALENDRIER

Durant l'année 2005

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

Temps salarié,
Déplacements,
Rémunération des médecins participant à l'expérimentation.

CRITERES D'EVALUATION

Nombre de médecins concernés,
Nombre de visites de présentation de l'outil,
Nombre de visites d'évaluation.

**LE SAS
POINT ECOUTE JEUNES**

OBJECTIFS GENERAUX

- ⇒ Répondre aux attentes liées aux problématiques de l'adolescence
- ⇒ Développer un message de prévention vers un public jeune
- ⇒ Offrir un soutien social et psychologique aux jeunes en difficultés, en favorisant l'accès aux structures d'aide et de soins

OBJECTIFS SECONDAIRES

- ⇒ Permettre aux jeunes accueillis de bénéficier d'un espace de parole et d'écoute
- ⇒ Leur permettre de s'exprimer autour de :
 - leur situation sociale ou familiale
 - leurs difficultés à être, leurs préoccupations d'adolescents
 - leurs expériences de consommation
- ⇒ Répondre aux interrogations des jeunes sur l'usage et les produits psychotropes, la relation à l'autre, la sexualité, les questions juridiques
- ⇒ Dispenser une information globale sur les questions des toxicomanies et des dépendances, de sexualité, de justice
- ⇒ Amener les jeunes à s'informer sur les risques et les conséquences associés à leur comportement
- ⇒ Proposer aux jeunes des modalités visant à réduire les risques et les dommages liés à leur comportement.

PUBLIC VISE : 12/15 ans

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Rennes et son agglomération

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Permanences anonymes et gratuites sans rendez-vous

⇒ drogues :

Le mardi entre 16H et 19H30

Le mercredi et le jeudi entre 15H et 18H

Permanences assurées par Karinne Guilloux animatrice de prévention à l'AATPF

⇒ sexualité :

Le mercredi entre 14H et 17H

Permanences assurées par Michèle Klitting conseillère conjugale et familiale centre de planification Kléber

PROMOTEUR : AATPF

PARTENAIRES : CRIJ et Conseil Général

CALENDRIER

Plan 2005 – 2008

COÛT - MOYENS NECESSAIRES

25000 euros par an

CRITERES D'EVALUATION

Quantitatif : nombre de personnes concernées

Qualitatif : nature et contenu des échanges

**« LA SANTE, PARLONS-EN VRAIMENT...MAIS AUTREMENT ! »
Dispositif de bourses**

OBJECTIF

Objectif principal : permettre aux jeunes d'être à l'initiative d'actions de proximité qui contribuent à renouveler les messages de prévention : développer et mettre en œuvre la prévention par les pairs.

Objectifs opérationnels : inciter les jeunes à parler de leur santé par le biais d'un dispositif d'aide qui contribue financièrement et méthodologiquement à la réalisation d'actions.

PUBLIC VISE

Les 15-25 ans

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

L'Ille et Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Promotion du dispositif auprès des partenaires sur le département

Accompagnement des porteurs de projets

Mise en place de 2 jurys minimum par an

Organisation d'une rencontre bilan annuelle afin de valoriser les initiatives soutenues par le dispositif.

PROMOTEUR

CRIJ Bretagne

PARTENAIRES

La ville de Rennes, le Conseil Général, la DDASS, la Direction Régionale et Départementale Jeunesse et Sports, La Mutuelle des Etudiants et l'Inspection Académique.

CALENDRIER

Plan 2005-2008

COÛT - MOYENS NECESSAIRES

32 000 euros annuels

CRITERES D'EVALUATION

Evaluation quantitative et qualitative (adéquation aux objectifs)

auprès des partenaires, des membres du jury et des lauréats

Nombre de projets financés

Nombre de jeunes impliqués dans les projets

**«LA SANTE, TA BONNE ETOILE»
installation et animation d'un dispositif de prévention à l'échelle du quartier**

OBJECTIF

Objectif principal : permettre à des jeunes de s'exprimer librement, de nous parler de leur état de santé, de formuler une demande d'aide.

Objectifs opérationnels : valoriser l'expression des jeunes et l'écoute de l'autre, permettre des moments de rencontre privilégiés avec des adultes référents.

PUBLIC VISE

Les 11-16 ans

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Quartiers rennais

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Regrouper sous un chapiteau de cirque, autour d'un espace central convivial et accueillant (le café) différents temps et modes d'expression possibles. L'utilisation de différents outils (jeu de carte, vidéo, exposition, spectacle vivant,...) destinés à favoriser l'échange et la rencontre est à ajuster à chaque implantation du dispositif. Il s'agit de s'approcher au plus près des centres d'intérêt et des préoccupations du public visé sur chaque territoire.

PROMOTEUR

CRIJ Bretagne

PARTENAIRES

Comité de pilotage : PCPPS/CIRDD, MFPF, AATPF, ANPAA, Contrat de ville, SCHS, Education Nationale, MFIV, Centre de planification Conseil Général

Groupes de travail constitués des intervenants auprès du public jeune mobilisés sur chaque quartier

CALENDRIER

2004- 2005- 2006

COÛT - MOYENS NECESSAIRES

45000 € annuels

CRITERES D'EVALUATION

Evaluation quantitative et qualitative (adéquation aux objectifs)

Evaluation auprès des intervenants et du public à chaque implantation

Evaluation globale du dispositif

REALISATION D'UNE SERIE DE ROMANS PHOTOS DE PREVENTION

OBJECTIF

Réaliser un support d'expression des comportements de prises de risques liés aux consommations de substances psycho-actives

PUBLIC VISE

Jeunes

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Département d'Ille-et-Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Travail sur les messages de prévention)

Définition et écriture des scénarios) avec un groupe de jeunes

Repérage et prises de vue)

Réalisation de 2 documents)

Diffusion auprès des jeunes.

PROMOTEUR

Association Liberté Couleurs

PARTENAIRES

Equipes de jeunes identifiés

Equipes professionnelles de l'image

CALENDRIER

De janvier à décembre 2005

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

7 000 euros

CRITERES D'EVALUATION

Nombre de supports réalisés

Nombre de supports diffusés

Impact auprès du public

**REALISATION D'UNE EXPOSITION INTERACTIVE DE PREVENTION DES
SUBSTANCES PSYCHO-ACTIVES ET NOTAMMENT DU CANNABIS**

OBJECTIF

Réaliser un support itinérant de prévention des comportements à risques liés aux consommations des substances psycho-actives.

PUBLIC VISE

Jeunes (objectif : 500)

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Département d'Ille-et-Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Recherche de jeunes pour participer à la réalisation de l'exposition - recherche d'informations et de messages de prévention avec les jeunes
Création puis mise à disposition du support.

PROMOTEUR

Association Liberté Couleurs

PARTENAIRES

Département des conduites addictives

CALENDRIER

Février 2005 à septembre 2006

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

9 500 euros

CRITERES D'EVALUATION

Réalisation du support
Nombre de jeunes impliqués dans cette réalisation
Impact de la diffusion

DROGUES ET DEPENDANCES : JEUNES/ADULTES PARLONS-EN

OBJECTIF

Participer à la mise en œuvre d'une politique de prévention des conduites addictives à l'échelle du pays de Redon

PUBLIC VISE

Jeunes, professionnels, parents

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Pays de Redon et de Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Mise en place d'un groupe de travail avec l'ensemble des personnes ressources sur le pays
Animations d'actions collectives sur l'ensemble du pays avec les jeunes (vidéos – radios – tables rondes – théâtre forum)

Organisation d'une semaine de forum

Organisation du festival des Folliards.

PROMOTEUR

Fédération d'Animation rurale en pays de Vilaine-Redon

PARTENAIRES

Elus, Association Eclaircie, Liberté Couleurs, AATPF, Collectif des Folliards, SMEBA, CIRDD...)

CALENDRIER

Toute l'année, principalement forum en avril et festival des folliards en Juillet.

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

15 700 euros

CRITERES D'EVALUATION

Nombre de jeunes impliqués dans les projets (objectif 120)

Nombre d'actions réalisées

Qualité des échanges.

SEMAINE DE L'ENFANCE - JEUNESSE

OBJECTIF

Sensibiliser la population à l'importance des actions menées dans le domaine des conduites à risques afin de mettre en place une campagne de prévention

PUBLIC VISE

Jeunes et parents

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Commune d'Argentré du Plessis

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

- Semaine d'animation en avril 2005 : expositions, forum, conférences pour les jeunes et les parents
- Après ce temps fort, poursuite sur 2 ans d'animations sous différentes formes.

PROMOTEUR

Mairie d'Argentré du Plessis

PARTENAIRES

CAF – MSA – CDAS – CPAM – Conseil Général – SOS Amitiés – AATPF – Liberté Couleurs...

CALENDRIER

2005 - 2006

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

3 500 euros

CRITERES D'EVALUATION

Nombre de personnes ayant fréquenté les différentes manifestations
Questionnaires de satisfaction

FORUM DES CONDUITES A RISQUES

OBJECTIF

Sensibiliser, informer et susciter la réflexion des adolescents sur les conduites et les comportements à risques.

PUBLIC VISE

Jeunes

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Quartier de Maurepas (Rennes)

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Temps d'échanges, de réflexion, d'information sur la santé, au sein du quartier
Mise en œuvre d'ateliers, expositions, représentation théâtrale, spectacle-débat.

PROMOTEUR

Maison de quartier de Maurepas (Rennes)

PARTENAIRES

Collèges des Gayeulles et Motte Brulon – CDAS – Centre social et culturel des Longs Prés –
Maison de quartier de la Bellangerais – Liberté Couleurs – AATPF – Planning familial – PJJ
...

CALENDRIER

Préparation septembre 2004 – avril 2005
Forum sur 2 jours en mai 2005

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

10 000 euros

CRITERES D'EVALUATION

Nombre de participants (250 jeunes attendus)
Degré de satisfaction (questionnaires)

INTERM'AIDES

OBJECTIF

Réduire les risques de contamination VIH et Hépatites.

PUBLIC VISE

Usagers de drogues par voie intra veineuse.

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Rennes

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Echange de seringues

Espace d'écoute et de parole, d'information, d'orientation et d'aide aux démarches sanitaires et sociales.

PROMOTEUR

AIDES Ille-et-Vilaine

PARTENAIRES

Département des conduites addictives

CALENDRIER

Tout au long du programme

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

58 000 euros par an

CRITERES D'EVALUATION

Nombre de personnes accueillies

Nombre de matériel distribué et récupéré

DISTRIBUTEURS / RECUPERATEURS DE SERINGUES

OBJECTIF

Réduire les risques et les dommages liés à la consommation par le VIH et le VHC

PUBLIC VISE

Usagers de drogues par voie intra veineuse

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Rennes

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Fonctionnement de 2 automates échangeurs de seringues installés à Rennes, lors des heures de fermeture des pharmacies.

PROMOTEUR

A.A.T.P.F.

PARTENAIRES

Interm'aides – Restaurant social - pharmaciens

CALENDRIER

Fonctionnement toute l'année.

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

25 000 euros par an

CRITERES D'EVALUATION

Quantité de matériel utilisé

Satisfaction des usagers

Fréquentation des structures d'aide et de soins.

**POINT ECOUTE JEUNE [Säs]
SOUTIEN AUX ENCADRANTS de JEUNES**

OBJECTIF

Développer et valoriser les compétences des « éducateurs » (animateurs, bénévoles, éducateurs...) en matière de prévention
Aider et soutenir les actions de prévention
Favoriser les échanges de pratiques entre les intervenants et le développement du travail en réseau

PUBLIC VISE

Adultes et jeunes adultes en charge professionnellement ou bénévolement de jeunes

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Département d'Ille-et-Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Accompagnement et Aide par un professionnel sur le point écoute jeune ou sur le lieu d'activité de la personne ou d'un groupe d'intervenants en favorisant l'expression ,l'écoute, le conseil et le soutien autour de situations vécues ou d'actions de prévention.

PROMOTEUR

AATPF

PARTENAIRES

Département des Conduites Addictives

CALENDRIER

Plan 2005 - 2008

COÛT - MOYENS NECESSAIRES

¼ temps Salaires – déplacements – secrétariat/fonctionnement
10 000 euros pas an

CRITERES D'EVALUATION

Quantitatif : nombre d'interventions et de personnes concernées
Qualitatif : appréciation de l'aide apportée, suivi des actions, travail de réseau

PROJET ANIMATEURS JEUNESSE « FORMATION INITIALE »

OBJECTIF

Permettre aux futurs animateurs jeunesse d'acquérir des savoirs, savoir-faire et savoir-être en matière de prévention des conduites à risque et notamment la consommation de substances psychoactives.

PUBLIC VISE

Animateurs en formation :

- BAFA
- BAFD
- BEATEP
- DEFA

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE

Ille et Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

- Conception et animation de modules de formation,
- Finalisation d'un support pédagogique.

PROMOTEUR

ANPAA 35

PARTENAIRES

- Liberté Couleurs
- CIRDD
- CRAJEP
- Jeunesse et Sport

CALENDRIER

1^{er} trimestre : mise en place d'un groupe de pilotage, conception des modules de formation, finalisation d'un support pédagogique.

A partir du 2^{ième} trimestre : Animation des modules de formation, évaluation.

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

6 000 euros en 2005

CRITERES D'EVALUATION

Nombre de bénéficiaires

Satisfaction des animateurs

Impact sur les pratiques (questionnaire)

**PROJET ANIMATEURS JEUNESSE
FORMATION CONTINUE**

OBJECTIF

Faciliter une approche cohérente et concertée des animateurs jeunesse sur les questions des conduites à risque.

Aider les animateurs à :

- améliorer le repérage des problématiques présentées par certains des jeunes,
- adopter une attitude adaptée au public vis-à-vis de ces questions,
- repérer les ressources locales et les lieux d'échanges,
- disposer d'informations et d'outils afin de mieux conseiller et orienter.

PUBLIC VISE

Animateurs jeunesse des espaces jeunes, des Points information jeunesse, des Foyers de Jeunes Travailleurs...

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE : Département d'Ille-et-Vilaine.

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Etapas du projet pour chaque site :

1. Mobilisation-information des animateurs et employeurs
2. Rencontre avec les animateurs et recueil des attentes : cette étape permettra de construire un contenu de formation au plus près des attentes exprimées par les animateurs.
3. Mise en œuvre : 2 jours de formation + 1 jour échanges des pratiques et 1 jour d'analyse des pratiques.

Evaluation intermédiaire des étapes du processus (évaluation en filigrane tout au long du projet).

PROMOTEUR : Pilotage par le CIRDD.

PARTENAIRES

Comité de pilotage : CIRDD, DRDJS, CRAJEP, CRIJ.

Comité technique : AATPF, ANPAA 35, CODES 35, DRDJS...

CALENDRIER

2005 : expérimentation sur 2 sites :

- pays des Vallons de Vilaine
- pays de Brocéliande

2006-2008 : Extension à d'autres sites après expérimentation. L'évaluation permettra de faire évoluer le projet.

COÛT - MOYENS NECESSAIRES

12 000 euros par an

CRITERES D'EVALUATION

Nombre de participants.

Indicateur de satisfaction des participants. Indicateur d'impact de la formation sur les pratiques professionnelles.

Evaluation menée par le CIRDD.

PIEPS JEUNES : PROGRAMME INTERINSTITUTIONNEL D'EDUCATION ET DE PROMOTION DE LA SANTE DES JEUNES EN ILLE-ET-VILAINE

OBJECTIF

Développer chez les jeunes des compétences et des moyens pour promouvoir leur santé ainsi que celle de la collectivité.

PUBLIC VISE

Jeunes 12/25 ans du département d'Ille-et-Vilaine

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE : Ille-et-Vilaine

Suivi de 5 sites : Fougères, St-Méen le Grand, Goven, Cleunay, Champs Manceaux
Démarrage de 2 nouveaux sites.

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Formation-action / recueil de données : élaboration du projet

Mise en œuvre des actions

Accompagnement de chaque site sur 3 ans.

PROMOTEUR

CODES 35

PARTENAIRES

- Partenaires financiers :

DDASS – DAS35/Conseil Général – CPAM, MSA, CMRB, Mutualité Française, DRDJS

CALENDRIER

2002 - 2006

COÛT ANNUEL

68 500 euros

SEMINAIRES DE FORMATION :
« LA PREVENTION DES USAGES DE DROGUE :
QUELLE APPROCHE COMMUNE SUR UN MEME TERRITOIRE ? »

OBJECTIF

Sur un même territoire, tendre vers une approche cohérente et concertée de la prévention des usages de drogues :

- Permettre aux acteurs en contact avec les mêmes jeunes de partager une culture commune
- Favoriser l'optimisation d'un réseau local de professionnels de différents champs
- Faire connaître les orientations politiques nationales et départementales
- Présenter les dispositifs et ressources locales
- Aboutir, le cas échéant, à une réflexion plus approfondie (formation, conseil méthodologique, accompagnement de projet...)

PUBLIC VISE

Elus, professionnels ou bénévoles des collectivités locales et des secteurs social, éducatif, répressif, sanitaire, sportif... qui sur un même territoire sont en contact avec les mêmes jeunes

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Ille et Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

2 jours de séminaire par site et une demi-journée à distance (évaluation et perspectives)

Un suivi possible sur chaque site en fonction de la demande (formation spécifique, conseil méthodologique, accompagnement de projet, travail en réseau...)

PROMOTEUR

Pilotage par le CIRDD

PARTENAIRES

Opérationnels : Co-animation par l'AATPF, l'ANPAA 35 et le CODES 35 (2 animateurs par site). Intervention d'un infirmier du CSST et du chef de projet toxicomanie

CALENDRIER

5 séminaires par année

Pour chaque site :

- Réunion d'information
- Séminaire
- Réunion bilan - perspectives
- Suivi post séminaire

COÛT - MOYENS NECESSAIRES

4 200 euros par an

CRITERES D'EVALUATION

Nombre de sites bénéficiaires, nombre de participants. Indicateurs de satisfaction des participants, indicateurs de l'impact suite à la formation. Bilan d'étapes réguliers et adaptation. Eléments recueillis par les animateurs et par le CIRDD.

ACTION DE FORMATION «USAGES DE DROGUES ET ADDICTIONS »

OBJECTIF

Permettre une meilleure compréhension des problématiques et approfondir les connaissances autour des prises en charge et du réseau de soin.

PUBLIC VISE

Professionnels et aidants/bénévoles (objectif : 25)

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Département d'Ille-et-Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Modules de formation de 4 jours autour de la clinique, du soin et de la prévention.

PROMOTEUR

A.A.T.P.F.

PARTENAIRES

Professionnels du champ du soin et de la prévention – Département des conduites addictives.

CALENDRIER

Juin 2005

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

4 700 euros

CRITERES D'EVALUATION

Nombre de participants
Appréciation de la formation
Evaluation des différents modules
Efficience des apports

BORD à BORD
LES JEUNES EN SITUATION LIMITE : LES COMPORTEMENTS A RISQUES
(ADDICTION, SUICIDE...)

OBJECTIF

Créer un réseau entre les intervenants du secteur médical et social pour répondre au mieux à la problématique des jeunes confrontés aux conduites addictives.

PUBLIC VISE

Professionnels au contact des jeunes.

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Pays malouin

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

- groupe de travail pluridisciplinaire
- centre de ressources et d'informations commun
- charte d'interventions entre les services
- points info santé jeunes en milieu rural et urbain.

PROMOTEUR

A.P.A.S.E.

PARTENAIRES

Mission locale – Association Le Goëland – C.A.E. – C.D.A.S. – C.C.A.A. – Service de psychiatrie – Association Ker Goat – C.L.P.S – A.A.T.P.F.

CALENDRIER

De janvier 2005 à septembre 2006

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

6 625 euros

CRITERES D'EVALUATION

Mise en œuvre de la charte

Nombre d'adhérents

Nombre de jeunes bénéficiaires des actions

**FORMATION " ADOLESCENCE ET CONDUITES A RISQUES,
LE ROLE DES ADULTES "**

OBJECTIF

Renforcer les compétences des parents, des professionnels et des bénévoles ayant une mission éducative auprès de jeunes à gérer des situations de conduites à risque (et notamment les consommations de substances psychoactives) des adolescents.

PUBLIC VISE

Adultes ayant une mission éducative auprès des jeunes issus de structures ou associations diverses (milieu scolaire, animation jeunesse, suivi éducatif, aide sociale à l'enfance, justice, association de parents d'élèves, associations familiales, ...)

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE

Département d'Ille-et-Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Mise en place de deux formations en 2005 : Réflexion individuelle, analyse concrète et interactive de situations posant problème aux participants.

Chacune des formations se déroule en deux modules de deux jours chacun.

Mise en place de deux journées à distance pour faire le point sur la mise en pratique dans leur mission professionnelle des différentes techniques abordées en formation.

PROMOTEUR

A.N.P.A.A. 35

PARTENAIRES

CCAA de Rennes

CSST

CASA de Rennes (Centre d'Accueil Spécialisé pour Adolescents)

CALENDRIER

Organisation de 2 formations par an et de 2 journées à distance

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

12 000 euros par an

CRITERES D'EVALUATION

30 personnes formées par an

Degré de satisfaction

LES JOURNEES THEMATIQUES DE L'ANPAA 35

OBJECTIF

Renforcer les connaissances et compétences des professionnels des champs médicaux et sociaux en matière de prévention des comportements addictifs.

PUBLIC VISE

L'ensemble des professionnels des champs sanitaires, sociaux, judiciaires, ...

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE

Ille et Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

- Programmation de journées thématiques autour de l'animation d'outils pédagogiques et de problématiques en prévention,
- Création d'une plaquette de communication,
- Diffusion de la programmation,
- Réalisation de dossiers documentaires,
- Animation des journées.

PROMOTEUR

ANPAA 35

PARTENAIRES

- Concepteurs d'outils pédagogiques,
- Professionnels des champs judiciaires, médicaux, sociaux, ...

CALENDRIER

- 1^{er} semestre 2005 : programmation des journées, création d'une plaquette de communication, diffusion de la communication,
- A partir de septembre 2005 : animation des journées.

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

10 300 euros par an

CRITERES D'EVALUATION

- Mise en place de 4 journées thématiques,
- 60 professionnels pouvant être formés sur l'année 2005.

**FORMATION ACCES AUX SOINS ET REDUCTION DES RISQUES
à destination des professionnels intervenant auprès du public vivant à la rue**

OBJECTIF

Améliorer le travail des professionnels intervenant auprès des personnes vivant à la rue ou en squat, en vue de favoriser :

- . Leur rôle d'accès aux soins et de réduction des risques à la place qu'ils occupent,
- . Le repérage des difficultés et l'émergence de propositions facilitatrices,
- . L'amélioration du travail en réseau,
- . L'adaptabilité du droit commun

PUBLIC VISE

Professionnels intervenant auprès des personnes sans domicile fixe.

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Rennes

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

- . Poursuite du groupe d'échanges des pratiques
- . Formation de deux jours sur « accès aux soins et réduction des risques auprès des personnes vivant à la rue ou en squat »

PROMOTEUR

Pôle de coordination pour la prévention du SIDA

PARTENAIRES

AATPF : formation action menée conjointement avec le CIRDD / PCPPS

Comité de pilotage : DCA, Interm'Aides, Mission locale, Cellule d'accueil et d'orientation psychiatrique du CHGR, Le relais

CALENDRIER

Poursuite du groupe d'échanges des pratiques : pluriannuel en fonction des besoins (actuellement 4 à 5 réunions annuelles)

Formation en 2005

COÛT - MOYENS NECESSAIRES

Formation déjà financée

(Coût intégré dans la mission des structures)

CRITERES D'EVALUATION

Nombre de participants à la formation et aux réunions d'échanges des pratiques, nombre de réunions, Mesure de la satisfaction et de l'impact sur les pratiques

**FORMATION EN ALCOOLOGIE ET ADDICTOLOGIE DES INTERVENANTS
AUPRES DES BENEFICIAIRES DU RMI –
DEVELOPPEMENT DU TRAVAIL EN RESEAU**

OBJECTIF

Permettre aux intervenants auprès des bénéficiaires du RMI de mieux comprendre les conduites d'alcoolisation et plus largement les conduites addictives, Permettre à ces intervenants de réfléchir aux attitudes à adopter avec les personnes en difficulté avec l'alcool.

PUBLIC VISE

Intervenants auprès des bénéficiaires du RMI

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE

Département d'Ille et Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

- Organisation d'une formation en trois modules :
 - Alcoologie-Addictologie (4 jours),
 - Accompagnement des personnes en difficulté avec l'alcool (3 jours),
 - Analyse de la pratique (2 jours).

- Organisation de journées de suivi et d'approfondissement

PROMOTEUR

ANPAA 35

PARTENAIRES

DDASS – Conseil Général

CALENDRIER

Chaque année un cycle de formation est mis en œuvre, ainsi qu'un suivi et un approfondissement.

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

12 500 euros par an

CRITERES D'EVALUATION

Une vingtaine de personnes par an participent à l'ensemble du cycle et au suivi et approfondissement.

**PRAPS - ACCOMPAGNEMENT DES PROFESSIONNELS A LA MISE EN PLACE
D'ACTIONS D'EDUCATION POUR LA SANTE AVEC DES PERSONNES EN
SITUATION DE PRECARITE**

OBJECTIF

Favoriser et accompagner la mise en place d'actions d'éducation pour la santé avec des personnes en situation de précarité.

PUBLIC VISE

- Professionnels du secteur sanitaire et social, relais auprès des personnes en situation de précarité (infirmières CDAS, ALI, encadrants chantiers d'insertion, éducateurs, médecins PMI, AS, agent administratif CLI, accompagnatrice insertion).
- Publics en situation de précarité (salariés des chantiers d'insertion, gens du voyage, bénéficiaires du RMI....)

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Ille-et-Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Conseil méthodologique pour des équipes déjà engagées dans des actions

Formation-action pour des équipes souhaitant un appui et un suivi au projet

Les modalités de l'accompagnement peuvent évoluer en fonction des besoins et des attentes des équipes concernées.

PROMOTEUR

CODES 35

PARTENAIRES

Partenaires techniques et/ou d'action :

- CDAS, PMI, Ulysse 35, Chantiers d'insertion, ALI, Centre social, Maison du développement du Coglès, collectivités territoriales.

CALENDRIER

2002-2005

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

21 200 euros par an

CRITERES D'EVALUATION

**INFORMATION, PREVENTION, REDUCTION DES RISQUES
DANS LES LIEUX FESTIFS
(concerts- raves-technivals – Discothèques)**

OBJECTIF

Information sur les risques des drogues et de la polyconsommation
Conseils et assistance sur les effets indésirables des produits
Réduction des risques et des dommages (routiers, sexuels, auditifs,...)

PUBLIC VISE

jeunes et adultes

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Région Bretagne

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Stand de prévention, intervention de personnes salariées et bénévoles formées
Equipes mobiles d'intervention.

PROMOTEUR

AATPF

PARTENAIRES

Collectif d'intervention Orange Bleue (AATPF-ANPAA-Liberté/Couleur)
(Aides-MDM-Mutuelles étudiantes-DCA....)

CALENDRIER

Plan 2005 - 2008

COÛT - MOYENS NECESSAIRES

70 000 euros par an environ

CRITERES D'EVALUATION

Quantitatifs (nombre d'interventions, fréquentation du stand...)
Qualitatifs (questionnaires, enquêtes, pratiques d'usages

**REDUCTION DES RISQUES EN MILIEU FESTIF STANDS CONCERTS
ET SOIREES ETUDIANTES**

OBJECTIF

Prévention par les pairs, réduction des risques en milieu festif

PUBLIC VISE

Jeunes 16/25 ans (étudiants, lycéens...)

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Bretagne et Pays de Loire

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Tenue de stands de prévention et de réduction des risques lors de concerts ou soirées étudiantes (INSA Rock'en Solex, Agronomie, Médecine, Transmusicales, Antipode - Cleunay, UBU...).

Information et mise en place du dispositif « conducteur sobre », des risques IST/SIDA, toxicomanie et auditifs.

Mise à disposition de matériel de prévention : tests alcoolémie, préservatifs, bouchons d'oreilles

PROMOTEUR

LMDE

PARTENAIRES

Collectif Prèven'Trans.

CALENDRIER

Tout au long de l'année.

COÛT - MOYENS NECESSAIRES

Bilan non finalisé, mais environ 10 000 euros par année universitaire.

CRITERES D'EVALUATION

Quantitatif

En Prévision : questionnaire public

**CAPITAINE DE SOIREE
CELUI QUI CONDUIT, C'EST CELUI QUI NE BOIT PAS**

OBJECTIF

Inciter les jeunes qui participent à des soirées festives (en discothèque ou lors de soirées étudiantes...) à désigner au sein du groupe (circulant dans le même véhicule) un conducteur qui restera sobre.

PUBLIC VISE

Jeunes âgés de 18 à 24 ans.

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Département d'Ille et Vilaine (la campagne est nationale)

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Les responsables de discothèques ou bars, les organisateurs de soirées étudiantes..., intéressés par l'opération, contactent la Prévention Routière, qui, d'abord, forme les bénévoles qui seront chargés de gérer l'opération sur place. Ensuite, la Prévention Routière fournit des bracelets "capitaine de soirée" que les jeunes conducteurs désignés devront porter au poignet pendant la soirée. Ces capitaines de soirée remplissent un bulletin de participation (qui leur permet de participer à une tombola nationale). Il leur est offert une entrée dans l'établissement, deux boissons non alcoolisées et un ticket "repas" par Mac Do.

PROMOTEUR

Association La Prévention Routière, Comité d'Ille et Vilaine.

PARTENAIRES

Préfecture - Conseil Général - Chambre Professionnelle des Agents Généraux d'Assurances d'Ille et Vilaine - MAC DO - Ville de Rennes - Association des Maires d'Ille et Vilaine - Syndicats des discothèques - Chambre syndicale de l'Hôtellerie

CALENDRIER

- Une opération centralisée pendant la semaine nationale de la Sécurité Routière.
- Des opérations autonomes tout au long de l'année sur l'initiative des discothèques, bars ou organisateurs de soirées étudiantes.

COÛT - MOYENS NECESSAIRES

25 000 euros par an (affiches et supports de communication - réseau d'affichage - dépliants - Alcootests - bracelets - frais déplacements des bénévoles -.....)

CRITERES D'EVALUATION

- Décompte des bulletins de participation remplis par les capitaines de soirée.
- Suivi de l'accidentologie des jeunes.

PROJET SANTE DANS LES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES

OBJECTIF

- Impliquer les détenus dans la prise en charge de leur santé
- Diminuer le mal être en détention

PUBLIC VISE

Détenus de la Maison d'arrêt de St-Malo, de Rennes et du centre pénitentiaire de Rennes.

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Rennes et Saint-Malo

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

- atelier santé
- atelier sophrologie
- atelier BD
- conférences/débats
- atelier remobilisation corporelle
- atelier Aïkido

PROMOTEUR

CODES

PARTENAIRES

UCSA – Etablissement – SPIP - SMPR

CALENDRIER

2005 - 2006

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

50 000 euros par an

INFORMATION DES JEUNES MINEURS INCARCERES

OBJECTIF

Informar les jeunes mineurs incarcérés des risques liés à l'usage de substances psychoactives, des conséquences et des comportements associés.

Mettre en place un programme d'animation visant à suivre l'évolution des comportements

Favoriser la prise de conscience et l'appropriation des messages en impliquant les jeunes au travers de méthodes participatives

PUBLIC VISE

Jeunes de 14 à 18 ans incarcérés

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Rennes : prison quartier des mineurs

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Reconduite du projet pilote mené en 2003.

Il s'agira de mettre en place des interventions auprès des jeunes incarcérés ; 2 temps d'animation seront mis en place sur l'année en fonction des peines de prison et du "roulement des jeunes".

Chacune des animations se déroulera sous la forme de 2 interventions :

1) réflexions et échanges autour de leurs représentations

(support pédagogique "Puisk'on le dit ©")

2) animation et information sur les risques liés à la consommation de produits

(support pédagogique "Simalc©, lunettes simulant des prises d'alcool, testeur Co2")

Par ailleurs, des liens seront faits entre les supports créés dans le cadre des C.A.E. et le Quartier Mineur (Participation à la création, utilisation, valorisation par les supports).

PROMOTEUR

Liberté Couleurs

PARTENAIRES

SPIP, éducateurs quartier des mineurs :

CALENDRIER

Toute la durée du programme

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

Estimation globale de 1 600,00 euros/an

CRITERES D'EVALUATION

Participation des jeunes aux ateliers, implication des équipes

Echanges et prise de conscience sur les thématiques abordées

Evolution des comportements et attitudes

BULLETIN D'INFORMATION et BREVES

OBJECTIF

Faciliter le travail des professionnels en leur donnant des informations régulières relatives à la consommation de l'ensemble des substances psycho-actives et aux problèmes de dépendances et cela dans les domaines de la prévention, de la formation, des soins, de la réadaptation et de l'insertion.

PUBLIC VISE

Professionnels, élus et bénévoles.

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Département d'Ille-et-Vilaine avec extension régionale.

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

⇒ un bulletin d'information bimestriel

Le contenu du bulletin doit répondre au plus près des préoccupations des professionnels (présentation de structures locales, exemples d'actions locales, calendrier des formations...). Il se situe en complémentarité de la brève du CIRRD.

Etapas pour chaque bulletin :

- Collecte de l'information
- Traitement des données
- Analyse
- Rédaction
- Diffusion

⇒ des brèves mensuelles annonçant les nouveautés, les parutions, les manifestations locales (avec des liens internet)

PROMOTEUR

CIRDD

PARTENAIRES

Le CIRDD s'appuie sur des structures de documentation, d'observation et de prévention et plus particulièrement sur :

- le réseau Toxibase, dont le CIRDD est membre correspondant,
- les structures membres du CIRDD : ANPAA 35, CODES 35, AATPF.

CALENDRIER

3 bulletins par année. Un par trimestre scolaire.

Des brèves mensuelles.

COÛT - MOYENS NECESSAIRES

Coût total : 7 350 euros par an

CRITERES D'EVALUATION

Indicateurs de satisfaction des professionnels.

Indicateurs d'impact : aide apportée aux professionnels.

Evaluation menée par le CIRDD.

**SITE INTERNET
DE PREVENTION DES USAGES DE DROGUES ET DES DEPENDANCES**

OBJECTIF

Faciliter le travail des professionnels par des informations actualisées dans le domaine de la prévention des usages de drogue et des dépendances ; et de la réduction des risques.

PUBLIC VISE

Professionnels, élus, décideurs

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Ille et Vilaine puis Bretagne

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Conception du site

Alimentation en données : recensement des actions menées localement, guide de prévention des usages de drogue en Ille et Vilaine, guide des outils, ressources dans le domaine de la prévention, bulletin du CIRDD, documentation (outils, rapports, bibliographie, plans départementaux...), brèves, informations sur les autres sites Internet locaux, nationaux et internationaux...

PROMOTEUR

CIRDD

PARTENAIRES

Acteurs de prévention, réseau documentaire local et national, professionnels de différents champs : éducatif, social, sanitaire, sportif, répressif...

CALENDRIER

Réflexion en 2005 : modalités de conception et définition des informations, mobilisation des partenaires à impliquer. Mise en place 2006.

COÛT - MOYENS NECESSAIRES

Temps passé CIRDD : 2 à 3 jours par semaine (recherches des données, alimentation du site, mobilisation des partenaires) selon le niveau d'exigence retenu

Coût de conception du site dynamique 6000 euros

CRITERES D'EVALUATION

Nombre d'utilisateurs du site. Partenaires impliqués dans l'alimentation du site.

Evaluation de la facilité d'utilisation, de l'impact de l'aide apportée par cet outil et de l'évolution du site

Evaluation faite par le CIRDD

REPertoire DES FORMATIONS

OBJECTIF

Informers les professionnels sur les formations existantes.

Répondre de manière adaptée aux besoins des professionnels en leur permettant de choisir parmi un panel de formations.

Permettre aux professionnels de choisir la formation la plus appropriée à leurs besoins et de construire, le cas échéant, un cursus de formation.

PUBLIC VISE

Professionnels de différents champs : éducatif, social, sanitaire...

Elus des collectivités locales.

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Département d'Ille-et-Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

1. Recensement des formations existantes.
2. Sélection des formations selon des critères à définir
3. Définition d'une grille de description des formations
4. Réalisation du répertoire : descriptif de chaque formation (structure formatrice, thématiques abordées, modalités d'intervention, (coût, localisation...), spécificités, différences et complémentarité avec les autres formations disponibles.
5. Diffusion des répertoires papier et mise en ligne sur Internet
6. Conception et réalisation de l'évaluation
7. Traitement de l'évaluation

Supports :

Document papier

Mise en ligne sur Internet avec actualisation régulière.

PROMOTEUR

CIRDD

PARTENAIRES

Structures dispensant des formations.

CALENDRIER

Recensement et mise en œuvre : 2005-2006

COÛT - MOYENS NECESSAIRES

A l'étude :

Moyens humains : conception, recensement et alimentation régulière du site.

Frais de fonctionnement

Conception graphique, mise en page et impression

Coût de mise en ligne.

CRITERES D'EVALUATION

Nombre de répertoires papier diffusés - Nombre de consultations internet - Accessibilité et facilité d'utilisation pour évolution - Evolution du nombre de personnes inscrites en formation.

REPertoire des outils relatifs à la thématique DOPAGE

OBJECTIF

Faciliter pour les professionnels la connaissance, l'utilisation et l'accès aux outils existants sur le dopage (notamment les outils conçus localement ce qui permettrait d'en assurer également la promotion et la valorisation ainsi que de repérer les créateurs, producteurs et diffuseurs locaux).

PUBLIC VISE

Professionnels amenés à participer à la prévention des conduites dopantes.

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Ille et Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

- Recensement des outils connus et moins connus.
- Sélection des plus pertinents en fonction de critères à établir.
- Choix du support final.
- Choix d'une grille de description.
- Saisie des descriptifs.
- Conception et réalisation du support final.
- Diffusion.
- Conception et réalisation d'un questionnaire d'évaluation.
- Traitement de l'évaluation.

PROMOTEUR

CIRDD

PARTENAIRES

DRDJS. Antenne médicale de prévention et de lutte contre le dopage. Education Nationale. Médecine du travail.

CALENDRIER

Mise en route 2005 pour une réalisation 2005- 2006 en fonction du niveau d'exigence retenu.

COÛT - MOYENS NECESSAIRES

Coût à l'étude.

CRITERES D'EVALUATION

Nombre de destinataires. Indice de satisfaction à l'utilisation par le biais d'un questionnaire d'évaluation.

**OUTILS DE REDUCTION des RISQUES et des DOMMAGES
ALCOOL - CANNABIS**

OBJECTIF

Informier sur les conséquences liées aux usages de l'alcool et du cannabis et de la polyconsommation

Réduire les risques et les dommages autour des consommations

Informier sur la législation, le dépistage et le soin possible

PUBLIC VISE

Jeunes et tout public

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Département d'Ille-et-Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Outil informatique sous forme de logiciel interactif pouvant être utilisé seul ou en groupe sur point écoute jeune, discothèques, milieu scolaire....

PROMOTEUR

AATPF

PARTENAIRES

Département des Conduites Addictives, Orange Bleue....

CALENDRIER

2005 - 2008

COÛT - MOYENS NECESSAIRES

10 000 euros environ

CRITERES D'EVALUATION

Quantitatif et qualitatif, évaluation MILDT

COLLOQUE DOPAGE

OBJECTIF

Faciliter l'approche préventive des professionnels sur les questions de dopage dans le milieu du sport, de l'éducation (étudiants), du travail...

Améliorer les connaissances par une approche sociologique, biologique, juridique et une présentation d'outils et d'expériences.

PUBLIC VISE

Elus, professionnels et bénévoles du milieu éducatif, sanitaire, social, judiciaire, sportif et du travail

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Département d'Ille-et-Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Constitution d'un groupe pilote pluridisciplinaire

Réflexion pour affiner le thème et le choix des intervenants

Mise en place de la journée

Evaluation

PROMOTEUR

CIRDD

PARTENAIRES

DRDJS, CDOS, Médecine du travail, Education Nationale, Antenne médicale de prévention et de lutte contre le dopage, professionnels de la prévention...

CALENDRIER

Réflexion 2005 pour mise en place d'une journée de colloque en 2006

COÛT - MOYENS NECESSAIRES

Coût total : 8 820 euros

CRITERES D'EVALUATION

Nombre de participants. Qualité des interventions, de l'organisation, des échanges, des apports en connaissance (critères de satisfaction des participants).

CONSULTATIONS « CANNABIS »

OBJECTIF

Permettre une meilleure prise en compte des demandes des jeunes et de leur entourage en difficulté avec la consommation de cannabis.

PUBLIC VISE

Les jeunes consommateurs de cannabis

Les adultes référents

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Département d'Ille-et-Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Mise en place de 8 sites de consultations gratuites et anonymes sur le département

⇒ évaluation de la situation des jeunes et aide à adopter des comportements plus favorables à leur santé

⇒ écoute et soutien des parents et de l'entourage dans les difficultés ressenties vis à vis des consommations de leurs enfants.

PROMOTEUR

Département des conduites addictives.

PARTENAIRES

Etablissements hospitaliers - CCAA

CALENDRIER

Démarrage en janvier 2005

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

Financement prévu sur enveloppe médico-sociale (69 000 euros par an)

CRITERES D'EVALUATION

Nombre de jeunes consommateurs reçus (dont reçus pour la première fois)

Nombre d'adultes référents reçus.

RESEAU DE SANTE ALCOOL 35

OBJECTIF

Améliorer l'efficacité et la prise en charge des patients ayant des problèmes d'alcool isolés ou associés à d'autres dépendances.

PUBLIC VISE

Patients ayant des conduites addictives, dont en premier lieu l'alcool

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Secteur sanitaire n° 5

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

- coordination des soins, en cas de crise ou non (recensement des lits disponibles au jour le jour, organisation des rendez-vous en urgence, consultation de préadmission pour l'ensemble des structures, avis téléphonique, rendez-vous avec des structures sociales, réunions de synthèse pour les cas les plus difficiles...)
- développement de la formation professionnelle
- mise en place d'un dossier partagé (dossier patient réseau)
- création d'un site internet

PROMOTEUR

Réseau Ville Hôpital Alcool 35

PARTENAIRES

Médecins libéraux – travailleurs sociaux – structures spécialisées en addictologie – structures de soins psychiatriques.

CALENDRIER

Démarrage en mars 2005

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

Financement sur l'enveloppe réseaux (ARH-URCAM)
186 500 euros pour les 18 premiers mois.

CRITERES D'EVALUATION

100 patients pris en charge la première année
200 puis 400 les années suivantes.

**PLAQUETTES INFORMATION SUR LES LIEUX DE SOIN
ET D'ECOUTE-SITE INTERNET**

OBJECTIF

Information tout public et usagers sur les lieux de soin et d'écoute

PUBLIC VISE

Tout public et usagers

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Département d'Ille-et-Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Collecte des informations (lieux, personnes ressources, missions, public concerné...)

Elaboration de la plaquette.

Diffusion.

Evaluation

Conception du site internet – Mise en ligne.

PROMOTEUR

Département des conduites addictives

PARTENAIRES

CIRDD-AATPF – Professionnels de soins.

CALENDRIER

2005-2008

COÛT - MOYENS NECESSAIRES

A évaluer

CRITERES D'EVALUATION

Nombre de plaquettes diffusées. Evolution des passages dans les lieux ressources.

Nombre d'utilisateurs du site – Evaluation de la satisfaction des utilisateurs.

PREVENTION DE LA REPETITION DES CONDUITES DE DEPENDANCE CHEZ LES ENFANTS ISSUS DE FAMILLE A DYSFONCTIONNEMENT ALCOOLIQUE

OBJECTIF

Réduire les risques de recours aux produits psychoactifs et de répétition des conduites de dépendance

PUBLIC VISE

- Les jeunes de 12 à 18 ans dont au moins l'un des parents est alcoolique,
- Les travailleurs sociaux et médicaux en contact avec ces jeunes.

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE

- Rennes métropole
- Département d'Ille et Vilaine

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

- Organisation d'un groupe de parole pour les jeunes un mardi soir sur deux par mois dans les locaux de l'ANPAA 35,
- Organisation de journées de formation pour les travailleurs sociaux et médicaux,
- Organisation d'un congrès Alcool et Famille en Avril 2005.

PROMOTEUR

ANPAA 35

PARTENAIRES

CCAA de Rennes, APASE, Services sociaux des services de pédopsychiatrie du Centre Hospitalier Guillaume Régnier

CALENDRIER

- Organisation un mardi sur 2 par mois (sauf vacances scolaires) durant l'année 2005 d'un groupe de parole,
- Organisation d'au moins cinq journées de formation,
- Organisation d'un congrès en avril 2005.

COÛT – MOYENS NECESSAIRES

18 000 euros par an

CRITERES D'EVALUATION

- 5 journées de formation pouvant accueillir une vingtaine de personnes par formation,
- Un congrès pouvant accueillir jusqu'à 600 personnes.
- Nombre de jeunes participant au groupe de parole
- Assiduité des jeunes, qualité des échanges, changements de comportements observés.

SENSIBILISATION AUX RISQUES ROUTIERS "FACTEUR ALCOOL"

OBJECTIF

Faire prendre conscience du danger "alcool" au volant et Inciter les auteurs de conduite d'un véhicule, en étant sous l'empire d'un état alcoolique", à modifier leur comportement.

PUBLIC VISE

Prévenus convoqués devant le Tribunal Correctionnel pour être jugés suite à une conduite sous l'empire d'un état alcoolique (au-dessus de 0,80 gr/l.)

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Circonscription du Tribunal de Grande Instance de RENNES (35)

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Pendant 15 minutes, l'intervenant de la Prévention Routière :

- Fait le point sur la situation des accidents de la circulation routière.
- Précise la place du facteur "alcool" parmi les causes de ces accidents.
- Explique les conséquences de l'alcool" sur le comportement du conducteur.
- Détaille les conséquences humaines, familiales, professionnelles, pénales, administratives et financières en cas d'infraction ou accident avec présence d'alcool.

PROMOTEUR

Association La Prévention Routière, Comité d'Ille et Vilaine

PARTENAIRES

Procureur de la République de RENNES - DDASS d'Ille et Vilaine.

CALENDRIER

Chaque mardi entre 8H45 et 9H00 avant l'audience du Tribunal Correctionnel.

COÛT - MOYENS NECESSAIRES

1 000 euros (frais de déplacement de l'intervenant - frais de documentations remises aux prévenus (brochures, dépliants....))

CRITERES D'EVALUATION

Suivi de la Justice.

INFORMATION DES JEUNES SOUS MAIN DE JUSTICE

OBJECTIF

Mettre en place une information sur la prévention des conduites à risques en réalisant une exposition interactive

Informers les jeunes placés sous main de justice des risques liés à l'usage de substances psychoactives, des conséquences et interactions.

Favoriser la prise de conscience et l'appropriation des messages en impliquant les jeunes au travers de méthodes participatives.

PUBLIC VISE

Jeunes de 14 à 18 ans placés sous main de justice

TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

Ille-et-Vilaine et notamment Rennes : CAE Broglie ; extensions : CAE Vercingétorix, CAE Redon

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Réalisation d'une exposition interactive sous forme d'accompagnement et d'immersion (2 animateurs de prévention seront présents dans la structure pendant une semaine).

Programmer des immersions complètes des intervenants dans les CAE à l'aide de deux animateurs de prévention. L'objectif sera de favoriser une mise en confiance des jeunes avec les animateurs (des centres et de l'association). Sous la forme d'immersion en semaines complètes, l'acquisition des messages d'information se complètera de réalisation de supports par les jeunes eux-mêmes. La prise de conscience des messages s'opèrera plus aisément lorsqu'un climat de confiance sera établi et les réelles problématiques émergeront des jeunes.

PROMOTEUR

Liberté Couleurs

PARTENAIRES

PJJ et CAE notamment

CALENDRIER

Janvier 2005 à juin 2006

COÛT – MOYENS NECESSAIRES :

Estimation globale de 9 000,00 euros

CRITERES D'EVALUATION :

Participation des jeunes aux ateliers. Réalisation des supports

Echanges et prise de conscience sur les thématiques abordées

Evolution des comportements et attitudes

V - Les tableaux de bord de suivi

2 tableaux de bord sont proposés pour suivre le déroulement du programme :

- l'un sur l'activité
- l'autre sur les moyens financiers mobilisés.

Ces tableaux seront mis en ligne pour être complétés régulièrement par les partenaires.

Parallèlement, un suivi de chaque action sera assuré.

1 - TABLEAU DE BORD DE SUIVI DE L'ACTIVITE

Actions de prévention	Objectif visé	2005		2006		2007		2008	
		Nbre sites	Nbre bénéficiaires	Nbre sites	Nbre bénéficiaires	Nbre sites	Nbre bénéficiaires	Nbre sites	Nbre bénéficiaires
Milieu concerné									
Milieu scolaire									
✓ école élémentaire									
✓ collèges									
✓ lycées									
✓ maisons familiales rurales									
Milieu étudiant									
Milieu sportif									
Milieu festif									
✓ concerts									
✓ discothèques									
✓ raves									
Milieu professionnel									
Secteurs de l'insertion									
Milieu pénitentiaire									
Jeunes de la PJJ									
Dans les quartiers ou les villes									
Parents									
Autres									
Total									

Etablissements sans tabac	Objectif visé	2005	2006	2007	2008
Nombre de lycées					
Nombre de restaurants, bars, hôtels					
Nombre de services administratifs					
Autres					
Création d'outils	Objectif visé	2005 Nbre de bénéficiaires	2006 Nbre de bénéficiaires	2007 Nbre de bénéficiaires	2008 Nbre de bénéficiaires
-					
-					
-					
-					
-					
Formations	Objectif visé	2005	2006	2007	2008
Nombre de formations					
Nombre de jours de formations					
Nombre de bénéficiaires					
✓ élus					
✓ personnel des collectivités territoriales					
✓ personnel de santé					
✓ personnel de l'éducation nationale					
✓ encadrants sportifs					
✓ animateurs					
✓ ALI					
✓ autres					
Total					

Réductions des risques	Objectif visé	2005	2006	2007	2008
Nombre de participants au PES Nombre de stéribox distribués					
Soins	Objectif visé	2005	2006	2007	2008
Nombre de jeunes reçus en consultation cannabis Nombre d'adultes référents reçus					
Contrôles	Objectif visé	2005	2006	2007	2008
Nombre de dépistages d'alcoolémies (taux +) Nombre de contrôles de débits de boissons Nombre d'IPM Nombre d'ILS					
Communication	Objectif visé	2005	2006	2007	2008
Nombre de bulletins CIRDD (Nombre de destinataires) Nombre de colloques (Nombre de participants) Nombre d'actions en direction des médias					

2 - TABLEAU DE BORD DE SUIVI DES MOYENS FINANCIERS ENGAGES

Année 2005								
Crédits	MILDT	DRASS	DRDJS	FNPEIS	Conseil Régional	Conseil Général	Autres	Total
Champ								
Prévention ✓ milieu scolaire ✓ hors milieu scolaire								
Création d'outils								
Formations								
Réduction des risques								
Communication								
Autres								
Total								
Année 2006								
Crédits	MILDT	DRASS	DRDJS	FNPEIS	Conseil Régional	Conseil Général	Autres	Total
Champ								
Prévention ✓ milieu scolaire ✓ hors milieu scolaire								
Création d'outils								
Formations								
Réduction des risques								
Communication								
Autres								
Total								

Idem 2007-2008

ANNEXE

GLOSSAIRE

A.A.T.P.F	Association d'Aide aux Toxicomanes, de Prévention et de Formation
A.L.I	Animateur Local d'Insertion
A.N.P.A.A 35	Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie 35
A.P.A.S.E	Association pour l'Action Sociale et Educative
A.R.H	Agence Régionale de l'Hospitalisation
B.P.D.J	Brigade de Prévention de la Délinquance Juvenile
C.A.E	Centre d'Action Educative
C.A.F	Caisse d'Allocations Familiales
C.C.A.A	Centre de Cure Ambulatoire en Alcoologie
C.D.A.S	Circonscription Départementale d'Action Sociale
C.D.O.S	Comité Départemental Olympique et Sportif
C.E.A	Conduite en Etat d'Alcoolémie
C.E.S.C	Comité d'Education à la Santé et à la Citoyenneté
C.H	Centre Hospitalier
C.H.G.R	Centre Hospitalier Guillaume Régnier
C.H.U	Centre Hospitalier Universitaire
C.I.R.D.D	Centre d'Information et de Ressources sur les Drogues et les Dépendances
C.L.I	Commission Locale d'Insertion
C.O.D.E.S	Comité Départemental d'Education pour la Santé
C.P.A.M	Caisse Primaire d'Assurance Maladie
C.R.A.M	Caisse Régionale d'Assurance Maladie
C.R.E.S	Collège Régional d'Education pour la Santé
C.R.I.J	Centre Régional Information Jeunesse
C.S.S.T	Centre de Soins Spécialisés pour Toxicomanes
D.C.A	Département des Conduites Addictives
D.D.A.S.S	Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales
D.D.E.C	Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique
D.R.A.F	Direction Régionale Agriculture et Forêts
D.R.A.S.S	Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales
D.R.D.J.S	Direction Régionale et Départementale de Jeunesse et Sports
E.P.L.E	Etablissement Public Local d'Enseignement
E.S.C.A.P.A.D	Enquête sur les Comportements lors de la journée d'Appel et de Préparation à la Défense
G.I.R	Groupement d'Intervention Régional

I.A	Inspection Académique
L.M.D.E	La Mutuelle des Etudiants
M.D.M	Médecins du Monde
M.F.P.F	Mouvement Français pour le Planning Familial
M.I.L.D.T	Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie
M.S.A	Mutualité Sociale Agricole
O.R.S.B	Observatoire Régional de Santé en Bretagne
P.A.S.E.R	Projet d'Action Stratégique de l'Etat en Région
P.C.P.P.S	Pôle de Coordination pour la Prévention du Sida
P.I.E.P.S	Programme Inter-institutionnel d'Education et de Promotion de la Santé
P.J.J	Protection Judiciaire de la Jeunesse
P.R.A.P.S	Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins
P.R.S	Programme Régional de santé
P.R.S.P	Plan Régional de Santé Publique
R.M.I	Revenu Minimum d'Insertion
R.R.R	Réseau Responsabilisation Ressources
S.C.H.S	Service Communal Hygiène et Santé
S.I.M.P.P.S	Service Inter-universitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé
S.M.P.R	Service Médico-Psychologique Régional
S.P.I.P	Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation
S.R.O.S	Schéma Régional d'Organisation des Soins
U.C.S.A	Unité de Consultations et de Soins Ambulatoires
U.D.A.F	Union Départementale des Associations Familiales
U.R.C.A.M	Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie